

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2006-2007

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2007

Table des matières

<i>Tableaux sommaires</i>	<i>Page</i>
Introduction au budget supplémentaire des dépenses.....	7
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses.....	36
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007.....	38
Annexes proposées au projet de loi de crédits.....	40
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses.....	53
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.....	56
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense.....	62
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	68
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	69
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	73
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	82
 <i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère.....	101
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère.....	103
Agence canadienne de développement international.....	104
Centre de recherches pour le développement international.....	106
Commission mixte internationale.....	106
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	109
Commission des revendications particulières des Indiens.....	112
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	112
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE.....	114
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	116
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	118
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	121
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	123
ANCIENS COMBATTANTS.....	
.....	125
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	128
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	130
École de la fonction publique du Canada.....	131
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections.....	134
Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	134
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	136
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	137
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	
.....	139
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	142
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	144
Agence Parcs Canada.....	144
FINANCES	
Ministère.....	147
INDUSTRIE	
Ministère.....	150
Agence spatiale canadienne.....	151
Conseil national de recherches du Canada.....	152
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	153
Conseil de recherches en sciences humaines.....	153
Statistique Canada.....	153
JUSTICE	
Ministère.....	156
Commissaire à la magistrature fédérale.....	157
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	157
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	159
Bibliothèque du Parlement.....	159
Commissariat à l'éthique.....	159

Table des matières

Ministères et organismes

PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	163
Musée canadien de la nature	165
Bibliothèque et Archives du Canada	165
Société du Centre national des Arts	166
Musée national des sciences et de la technologie.....	166
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	166
PÊCHES ET OCÉANS	
168	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	173
Ministère (Développement social)	175
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	178
Office national de l'énergie.....	181
Administration du pipe-line du Nord	181
SANTÉ	
Ministère.....	184
Instituts de recherche en santé du Canada.....	186
Agence de la santé publique du Canada	187
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	191
Agence des services frontaliers du Canada	192
Centre canadien des armes à feu	193
Service canadien du renseignement de sécurité	193
Service correctionnel.....	194
Commission nationale des libérations conditionnelles	194
Gendarmerie royale du Canada	195
TRANSPORTS	
Ministère.....	200
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	202
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	202
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
204	

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et principales sociétés d'État. L'introduction définit le contexte du budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble de ses divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du budget des dépenses. Plus particulièrement, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a collaboré avec chaque ministère et organisme pour améliorer la présentation des besoins de chacun en demandant des renseignements plus pertinents pour décrire la nature des transactions de même que la provenance des fonds disponibles à même les autorisations existantes de dépenser du ministère qui sont utilisées pour compenser de nouvelles dépenses. En outre, un certain nombre de tableaux sommaires ont été ajoutés pour faciliter l'examen du budget des dépenses par les chercheurs, les membres des comités parlementaires et les Canadiens.

L'amélioration du budget supplémentaire des dépenses est un processus itératif s'inscrivant dans l'objectif global du gouvernement d'améliorer la façon de rendre des comptes au Parlement en perfectionnant les mécanismes de rapport sur le rendement et l'information financière. Ce Budget supplémentaire des dépenses (B) 2006-2007 continue d'appuyer les efforts investis pour améliorer la qualité de l'information fournie au Parlement, mettant surtout l'accent sur les détails transmis par les ministères dans la description de leurs besoins supplémentaires en matière de dépenses.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications importantes des coûts prévus des principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes : transferts de fonds entre crédits, radiations de dettes, garanties de prêt, création ou augmentation de subventions et modification du libellé de crédits.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Normalement, deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chaque document est identifié à l'aide d'une lettre dans l'ordre (A, B, C, etc.). Le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire est habituellement déposé à la fin d'octobre et le document final, en février. Selon l'urgence et le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, d'autres budgets supplémentaires des dépenses peuvent être déposés.

Autorisations de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les **dépenses budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les **dépenses non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les **dépenses votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les **dépenses législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	404,6 \$	19,9 \$	424,5 \$
Pouvoirs législatifs	(211,1 \$)	(103,3 \$)	(314,4 \$)
Total	193,5 \$	(83,4 \$)	110,1 \$

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le plus récent budget du ministre des Finances (mai 2006) et dans la plus récente mise à jour économique et financière (novembre 2006).

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2006-2007, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net, pour les principaux éléments des dépenses budgétaires touchés par le passage, dans le budget fédéral de 2006, de la présentation de montants nets à la présentation de montants bruts (Prestation fiscale canadienne pour enfants, revenus ministériels découlant de services précis et revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2006-2007, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

La mise à jour économique et financière (novembre 2006)			222,2 \$
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses 2006-2007*	198,7 \$		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007	9,2 \$		
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2006-2007	0,2 \$	208,1 \$	
<i>Rajustements :</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à montants bruts dans la présentation du budget	14,7 \$		
Autres rajustements**	(0,6 \$)	14,1 \$	222,2 \$
Variation			0 \$

* Comprend 100,7 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada et 42,8 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada provenant des crédits permanents de l'exercice 2005-2006.

** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu de l'exercice 2006-2007 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

Le Parlement a repris ses travaux le 3 avril 2006 à la suite d'une élection générale qui a eu lieu le 23 janvier 2006. Ce facteur temporel a eu un certain nombre de répercussions :

- Puisque le gouvernement n'a pas pu déposer le Budget principal des dépenses 2006-2007 avant le 1^{er} mars 2006 comme le prévoit le Règlement de la Chambre des communes, les crédits provisoires n'ont pas pu être approuvés à temps pour le début de l'exercice 2006-2007. Par conséquent, un mandat spécial du gouverneur général de l'ordre de 11,5 milliards de dollars a été émis le 1^{er} avril 2006 pour assurer la continuation des activités fondamentales du gouvernement jusqu'au dépôt par celui-ci du Budget principal des dépenses 2006-2007 et l'approbation des crédits provisoires. Le mandat spécial portait sur la période de 45 jours allant du 1^{er} avril 2006 au 15 mai 2006.
- Afin de combler des besoins de crédits ne faisant pas partie du calendrier habituel d'attribution des crédits, un mandat spécial était nécessaire et a été présenté le 4 avril 2006. L'approbation de la motion par le Parlement a permis au gouvernement d'accomplir plusieurs choses :
 - déposer le Budget principal des dépenses 2006-2007 le 25 avril 2006;
 - déposer un projet de loi sur les crédits provisoires pour le Budget principal des dépenses 2006-2007 le 3 mai 2006 afin d'obtenir 9/12 des crédits totaux requis. Par conséquent, l'obtention de la totalité des crédits a été reportée à décembre 2006;
 - exiger que les comités soumettent leurs rapports (ou soient réputés comme les ayant soumis) le 10 novembre 2006;
 - reporter le dépôt des rapports sur les plans et les priorités de 2006-2007 des ministères à l'automne (26 septembre 2006).
- Le gouvernement a déposé le budget fédéral de 2006 le 2 mai 2006. Dans le cadre de ce budget, il a remplacé sa pratique de déduire les revenus et les dépenses et, pour la première fois, a présenté des montants bruts. Les trois principaux éléments qui sont touchés par ce changement sont la Prestation fiscale canadienne pour enfants (déduite auparavant des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers), les revenus ministériels découlant de services tels les services de police assurés à contrat dans certaines provinces (qui étaient déduits des dépenses) et les revenus de sociétés d'État consolidées (qui étaient auparavant déduits de leurs dépenses totales). De plus, un certain nombre d'organismes (par exemple, les fondations) ont été intégrées à l'entité comptable du gouvernement dans un contexte budgétaire.
- La *Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007* accordant la totalité des crédits pour le Budget principal des dépenses 2006-2007 a été approuvée par un mandat émis par la gouverneure générale le 13 décembre 2006 en vertu du décret C.P. 2006-1391, daté du 23 novembre 2006.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Le report de l'obtention de la totalité des crédits pour le Budget principal des dépenses 2006-2007 a eu des répercussions sur plusieurs des changements visant les rouages de l'État annoncés en février 2006. Du fait que le Parlement n'a approuvé que le financement de 9/12 ou environ 75 p. 100 des dépenses ministérielles, les ministères touchés par les changements administratifs (p. ex., Affaires étrangères et Commerce international, la Gendarmerie royale du Canada et le Centre canadien des armes à feu) qui nécessitaient un transfert d'autorisations de dépenser d'une organisation à une autre ne pouvaient procéder aux transactions par l'intermédiaire du budget supplémentaire des dépenses (A). Conformément au privilège parlementaire, seule la portion des crédits qui avait été approuvée par le Parlement pour 2006-2007 pouvait être transférée au moment du budget supplémentaire des dépenses (A), le solde devant être transféré une fois que la totalité des crédits prévus dans le budget principal des dépenses auraient été approuvés. Ainsi, les transactions finales permettant de mener à bien les changements apportés aux rouages de l'État annoncés en février 2006 sont proposées par l'intermédiaire du présent budget supplémentaire des dépenses (B).

Le budget supplémentaire des dépenses (A) a été déposé à la Chambre des communes le 30 octobre 2006. La *Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007* accordant la totalité des crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007 a aussi été approuvée par un mandat émis par la gouverneure générale le 13 décembre 2006 en vertu du décret C.P. 2006-1392, daté du 23 novembre 2006.

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales** (votées et législatives) qui ont une incidence sur l'augmentation de 193,5 millions de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 404,6 millions de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

Montant compensatoire pour rajustements salariaux (101,6 millions de dollars)

Fonds pour offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés au titre des répercussions des conventions collectives et des autres rajustements apportés aux modalités d'emploi ou de service. Les coûts proviennent des conventions collectives signées entre le 1^{er} août et le 14 décembre 2006.

Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (22,8 millions de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada, les Affaires étrangères et Commerce international, l'Agence Parcs Canada, le ministère des Transports et Diversification économique de l'Ouest canadien collaborent à une série de mesures d'investissement et de mesures stratégiques pour rehausser la capacité et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement mondiales entre l'Amérique du Nord et l'Asie en stimulant les relations commerciales entre le Canada et la région de l'Asie-Pacifique. Ce financement vise surtout à soutenir les projets d'infrastructures de transport dans l'Ouest canadien pour accroître l'efficacité et la fiabilité de la porte d'entrée aux fins des exportations canadiennes et nord-américaines.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Report du budget de fonctionnement (22,5 millions de dollars)

Le présent budget supplémentaire des dépenses comporte une demande totalisant 22,5 millions de dollars du ministère de l'Environnement, de l'Administration du pipe-line du Nord et de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire d'inscrire à leur budget supplémentaire des dépenses respectif un poste pour le report de fonds de leur budget de fonctionnement. Quatre-vingt ministères et organismes ont demandé un report du budget de fonctionnement dans le budget supplémentaire des dépenses (A) déposé en octobre 2006.

Avec l'introduction, en avril 1993, du système de budget de fonctionnement, tous les ministères et les organismes qui dépendaient des crédits votés pouvaient présenter une demande de report de 2 p. 100 de leurs fonds de fonctionnement inutilisés, sous réserve du contrôle exercé par le Conseil du Trésor. En février 1994, ce dernier autorisait une majoration à 5 p. 100 du montant maximal, jugeant qu'il s'agissait d'une pratique de gestion financière qui accordait une certaine latitude aux ministères pour gérer et mettre en œuvre des initiatives en fonction d'un exercice de planification pluriannuel. L'inclusion des reports du budget de fonctionnement dans le budget supplémentaire des dépenses accroît la transparence à l'égard de ce mécanisme utilisé par les ministères.

Mise en œuvre et gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis (20,1 millions de dollars)

Les ministres des Affaires étrangères et du Commerce international, de l'Agence du revenu du Canada et de la Justice cherchent à obtenir 217 millions de dollars en fonds supplémentaires sur neuf ans afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 du 12 octobre 2006. Le financement de 20,1 millions de dollars en 2006-2007 est nécessaire pour :

- assurer la délivrance de quelque 500 000 permis d'exportation par année;
- appuyer la gestion des contingents régionaux mensuels;
- corriger les données erronées et régler les problèmes de vérification des données avec 1 500 exportateurs;
- apporter des améliorations au système d'enregistrement des exportateurs;
- évaluer les remboursements mensuels des droits perçus sur le bois d'œuvre résineux;
- rendre compte des versements mensuels d'impôt et émettre des remboursements.

Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi telles que les drogues, la corruption et la sécurité à la frontière (18,8 millions de dollars)

La GRC demande des fonds pour couvrir les coûts de recrutement afin de combler 1 000 postes, ainsi que les coûts relatifs à la tenue d'enquêtes. Ces fonds leur fourniront les outils nécessaires pour mener des enquêtes complexes, y compris l'obtention d'avis juridiques et l'accès aux services de traduction, aux juricomptables et à d'autres experts en la matière. En outre, les fonds permettront au ministère de la Justice d'offrir des conseils en matière de poursuites à l'étape de l'enquête et d'assurer un suivi des poursuites à l'étape judiciaire.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Initiatives liées à la sécurité publique (16 millions de dollars)

Depuis le budget fédéral de 2001, le gouvernement a annoncé un financement supplémentaire d'environ 12,5 milliards de dollars pour les initiatives de sécurité publique et de lutte au terrorisme, dont les initiatives annoncées dans le cadre de la Politique de sécurité nationale du Canada de 2004, le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité et l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental. Précisément, les investissements annoncés depuis le dépôt du budget fédéral de 2001 s'établissent comme suit :

Budget fédéral de 2001 :	7,7 milliards de dollars
Budget fédéral de 2003 :	0,1 milliard de dollars
Budget fédéral de 2004 :	0,6 milliard de dollars
Budget fédéral de 2005 :	1,0 milliard de dollars
Budget fédéral de 2006 :	<u>3,1 milliards de dollars</u>
	12,5 milliards de dollars

Les investissements au titre de la sécurité publique soutiennent trois intérêts nationaux principaux :

- protéger le Canada et les Canadiens, au pays et à l'étranger;
- s'assurer que le Canada n'est pas une source pour des menaces visant nos alliés;
- contribuer à la sécurité internationale.

L'Agence des services frontaliers du Canada et le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile demandent, par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, une somme totale de 16 millions de dollars pour mettre en œuvre des initiatives ayant pour but d'améliorer la sécurité publique. Ces fonds permettront à l'Agence des services frontaliers du Canada de mener à bien ses activités de définition d'un projet de gestion de l'information visant à améliorer l'initiative canado-américaine relative à la sécurité des conteneurs. Ces fonds permettront aussi à Sécurité publique et Protection civile d'accroître ses capacités de base en matière de gestion des urgences dans le contexte d'opérations dans la région de la capitale nationale et dans les provinces et territoires, de même que par le biais de liens internationaux, d'exercices et de formation ainsi que d'évaluations des points vulnérables.

b. Initiatives importantes spécifiques

Fonds supplémentaires au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour financer le Programme de cultures de couverture (40,4 millions de dollars)

Le gouvernement s'est engagé, au moyen du Programme de cultures de couverture, à aider les producteurs agricoles qui n'ont pas pu ensemercer de cultures en raison d'inondations et d'une humidité excessive des sols en 2005-2006. Le financement prévu se fonde sur des estimations révisées des dommages causés aux cultures et s'ajoute aux 50 millions de dollars fournis dans le budget supplémentaire des dépenses (A) pour un total estimatif révisé de 90,4 millions de dollars.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds additionnels au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour financer des initiatives de création de nouveaux débouchés pour le secteur agricole (33,8 millions de dollars)

Ces fonds visent à encourager les investissements qui soutiennent la transition des agriculteurs et la transformation des produits agroalimentaires et agrobiologiques vers de nouveaux débouchés. Deux programmes sont prévus dans le cadre des initiatives de création de nouveaux débouchés pour le secteur agricole en 2006-2007 : le Programme Agri-débouchés et la mise en œuvre de la *Loi sur le commerce des spiritueux*. La majeure partie des fonds (33,7 millions de dollars) est réservée au Programme Agri-débouchés. Ce programme assure l'accès à de l'aide financière sous forme de contributions à un vaste éventail de bénéficiaires, dont des particuliers, des universités et des collèges, des administrations provinciales, territoriales et municipales et des entités commerciales. Les secteurs d'investissement visés comprennent la transition vers des débouchés économiques prometteurs, les recherches plus poussées dans les domaines de la mise au point de produits et de l'expansion des marchés, l'exploitation des occasions de partenariat et l'amélioration des compétences des entités commerciales dans le secteur.

Fonds additionnels au ministère de la Justice pour financer des services et des programmes de justice pour les jeunes, en accord avec les gouvernements provinciaux et territoriaux (32,6 millions de dollars)

Des programmes de financement des services de justice pour les jeunes existent depuis 1984. En 1999, le financement de base prévu pour les ententes avec les provinces et les territoires a été majoré de 32,6 millions de dollars pour atteindre un total de 177,3 millions de dollars par année. Les ententes avec les provinces et les territoires prévoyant un tel niveau de financement ont pris fin le 31 mars 2006. Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, on demande un rajustement de 32,6 millions de dollars afin de rétablir le financement de base pour ce programme au niveau de 177,3 millions de dollars.

Fonds à l'Agence du revenu du Canada pour la mise en œuvre de la réduction du taux de la taxe sur les produits et services et pour le financement des mesures législatives et stratégiques découlant du budget fédéral de 2006 (30,7 millions de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre de certaines mesures législatives et stratégiques annoncées dans le budget fédéral de 2006, dont :

- la mise en œuvre de la réduction du taux de la taxe sur les produits et services qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006;
- le traitement de quatre nouveaux crédits d'impôt personnels;
- des mesures visant les sociétés comme le nouveau Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis;
- l'augmentation des droits d'accise sur les produits du tabac et de l'alcool, laquelle accroîtra la charge de travail de l'Agence dans des domaines tels que les décisions, la technologie de l'information, les évaluations de vérification, la perception et le service à la clientèle.

Le solde des dépenses budgétaires votées, soit environ **\$65,3 millions de dollars**, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. *Diminution prévue des dépenses budgétaires législatives d'environ 211,1 millions de dollars, attribuable en grande partie aux changements suivants dans les prévisions budgétaires :*

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour financer les programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture (421,3 millions de dollars)

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire prévoit verser des paiements additionnels de 421,3 millions de dollars en 2006-2007 aux fins du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Ce programme a été conçu à titre de programme de quasi-assurance afin qu'il puisse répondre aux besoins d'aide financière dans le secteur agricole attribuables aux fluctuations de revenu. La demande dans le cadre du programme a été plus élevée que prévu au cours des trois dernières années, ce qui a donné lieu à une hausse des paiements. Parmi les facteurs qui expliquent cette situation, mentionnons la piètre performance économique du secteur agricole, la crise de la vache folle et l'appréciation du dollar canadien.

Ministère des Ressources naturelles pour les paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures (171,6 millions de dollars) et pour les paiements de péréquation compensatoires relativement aux recettes extracôtières de Terre-Neuve (109,8 millions de dollars)

Des paiements législatifs, dont les montants équivalent aux redevances fédérales, aux impôts et aux autres revenus divers générés par les ressources extracôtières, sont versés au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures. La hausse prévue de 171,6 millions de dollars en 2006-2007 est liée aux estimations plus élevées des redevances découlant de l'augmentation de la production pétrolière et des prix du pétrole.

Les dispositions relatives aux paiements de péréquation compensatoires prévues dans la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve* permettent à Terre-Neuve et au Labrador d'être indemnisés pour les paiements de péréquation qu'ils perdent en raison de la hausse des revenus tirés des ressources pétrolières et gazières extracôtières. Le paiement de péréquation compensatoire prévu pour 2006-2007 sera d'environ 110 millions de dollars, ce qui comprend des rajustements pour les années antérieures fondés sur des calculs révisés des paiements de péréquation.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (ministère du Développement social) en raison de la hausse prévue des prestations du Supplément de revenu garanti (124 millions de dollars) et d'une diminution des prestations de la Sécurité de la vieillesse (131 millions de dollars)

Les prestations de la Sécurité de la vieillesse sont offertes à la plupart des Canadiens de plus de 65 ans qui ont vécu au Canada pendant au moins 10 ans après l'âge de 18 ans. La diminution de 131 millions de dollars est fondée sur les prévisions actualisées du nombre de bénéficiaires et des montants versés mensuellement.

Le Supplément du revenu garanti (SRG) assure un revenu additionnel, qui s'ajoute à la pension de la Sécurité de la vieillesse, aux personnes âgées à faible revenu qui vivent au Canada. Les personnes admissibles au SRG représentent un segment de la population âgée. Pour avoir droit au SRG, le bénéficiaire doit recevoir la pension de la Sécurité de la vieillesse et satisfaire aux exigences relatives au revenu. Le SRG est fondé sur le revenu annuel du bénéficiaire, ou sur le revenu du bénéficiaire et de son époux(se) ou conjoint de fait. La hausse prévue de 124 millions de dollars est aussi fondée sur des prévisions actualisées du nombre de bénéficiaires et des montants versés mensuellement à ce segment de la population âgée.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Directeur général des élections pour financer les préparatifs en vue des 40^e élections générales, pour fermer les livres à la suite des 39^e élections générales et pour verser une allocation trimestrielle aux partis politiques inscrits (40 millions de dollars)

Les fonds supplémentaires prévus dans le présent budget supplémentaire des dépenses représentent des exigences législatives en vertu de la *Loi électorale du Canada*. Ces fonds sont nécessaires pour permettre au Bureau du directeur général des élections de :

- fermer les livres à la suite des 39^e élections générales tenues en janvier 2006;
- rembourser aux candidats admissibles les dépenses liées aux 39^e élections et verser une allocation trimestrielle aux partis politiques inscrits;
- veiller à la conduite des élections partielles de novembre 2006;
- faire les préparatifs nécessaires en vue des 40^e élections générales;
- mettre en œuvre les exigences de la *Loi sur la responsabilité fédérale*.

Révision à la baisse des prévisions au titre du compte à fins déterminées consolidé (747,7 millions de dollars)

Une baisse de 747,7 millions de dollars est prévue au titre du compte à fins déterminées consolidé utilisé pour administrer l'assurance-emploi. Le facteur principal contribuant à ce recul se rapporte à la baisse prévue des prestations d'assurance-emploi attribuable à l'amélioration du marché du travail, ainsi qu'au transfert à la province du Québec, le 1^{er} janvier 2006, du service des prestations parentales et des prestations de maternité.

Révision à la baisse des prévisions relatives aux frais de la dette publique (184 millions de dollars)

Le ministère des Finances prévoit une diminution d'environ 184,0 millions de dollars des frais de la dette publique en raison d'une diminution des taux d'intérêt prévus à court terme.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences pour une diminution des prévisions des paiements de la Subvention canadienne pour l'épargne-étude (65 millions de dollars)

Introduite en juillet 2005, la Subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE) bonifiée vise les familles à moyen revenu en leur offrant des taux bonifiés de 30 à 40 p. 100. Les prévisions initiales étaient fondées sur la mise en œuvre complète du programme, l'état de préparation des systèmes de prestation des promoteurs de la SCEE et la commercialisation active des nouveaux incitatifs d'épargne, mais ces mesures n'ont été effectuées que graduellement. Au cours de la première moitié de 2006-2007, les paiements de la SCEE bonifiée ont été moins élevés que prévu.

Le solde des modifications apportées aux dépenses budgétaires législatives, qui affichent une augmentation d'environ **49,9 millions de dollars**, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds ou présentent des données révisées dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. *Les dépenses non budgétaires votées devraient augmenter de 19,9 millions de dollars dans le présent budget supplémentaire des dépenses*

Le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique de 250 millions de dollars a été créé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 2005 et constitue un partenariat public-privé qui vise à encourager les investissements privés dans le développement économique de l'Afrique. D'un montant maximal de 100 millions de dollars, la contribution de l'ACDI a favorisé des investissements privés de 150 millions de dollars. La variation de 19,9 millions de dollars des dépenses non budgétaires votées est attribuable au fait que les investissements ont été faits plus rapidement que prévu pour tenir compte d'une demande plus élevée des contributions équivalentes de la part d'investisseurs du secteur privé en 2006-2007.

4. *Les dépenses législatives non budgétaires devraient diminuer de 103 millions de dollars dans le présent budget supplémentaire des dépenses.*

Le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences prévoit des remboursements des prêts d'études canadiens plus élevés que prévu en 2006-2007. Cette situation sera en partie compensée par une augmentation prévue des versements de prêts, ce qui équivaut à une diminution globale nette de 103 millions de dollars.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementale et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2006-2007.

Modifications à la présentation

Comme suite aux récentes modifications apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses, les montants de valeur négative des crédits votés et des autorisations législatives sont inscrits à titre d'information, le cas échéant, à la section détaillée réservée aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État.

Dans le cas des ministères où il y avait des montants de crédits négatifs inscrits à titre d'information dans les précédents budgets des dépenses, il y aura une différence entre le montant des fonds inscrits à la colonne « Total – Budgets des dépenses à ce jour » qui a été utilisée dans les documents précédents et le montant des fonds votés réellement par le Parlement. En conséquence, les montants inscrits aux « Budgets des dépenses précédents » ne sont plus pertinents car ils ne correspondent peut-être pas au montant total des fonds approuvés par le Parlement.

Ainsi, afin d'être fidèle à l'information présentée au Parlement, la présentation de la section Sommaire du portefeuille a été modifiée. On doit dorénavant commencer l'analyse des modifications aux crédits d'un ministère en consultant la colonne « Autorisations à ce jour » plutôt que la colonne « Budgets des dépenses précédents ». Les montants inscrits à la colonne « Autorisations à ce jour » correspondent au montant total des crédits votés par le Parlement lors de l'adoption des projets de loi de crédits habilitants, et ils peuvent différer de l'information présentée dans les budgets des dépenses étant donné que des montants négatifs sont inscrits à titre d'information. Le contenu et les descriptions de la section détaillée réservée aux ministères ont aussi été modifiés afin de correspondre au montant total des crédits approuvés par l'adoption des projets de loi de crédits habilitants. Il est important de noter que les mises à jour des montants des postes législatifs présentés dans les documents budgétaires peuvent aussi représenter des rajustements négatifs. Toutefois, étant donné que les postes législatifs sont présentés seulement à titre d'information et ne sont pas approuvés par le Parlement, les rajustements aux prévisions fournies dans les Budgets de dépenses précédents, sont reportés dans la colonne « Autorisations à ce jour ».

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Au cours de l'exercice 2006-2007, aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations des structures de certains ministères. Ces réorganisations ont entraîné les changements suivants à ce budget supplémentaire des dépenses.

1. Le 6 février 2006, le Premier ministre a annoncé divers changements à l'appareil gouvernemental, qui ont entraîné la redistribution et le transfert des tâches.

En raison de la complexité des changements et des contraintes de temps nécessaires pour produire le budget principal des dépenses, un certain nombre de modifications ont été reportées au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Étant donné que la totalité des crédits du budget principal des dépenses devaient être présentés à la Chambre des communes après le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007, le montant de certains fonds transférés inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007 ne pouvaient excéder le montant des fonds débloqués par l'entremise des crédits provisoires (environ 9/12 des fonds).

Par conséquent, les organismes suivants doivent effectuer leur transfert de fonds par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2006-2007.

Programme/Organisme	Déplacé de	Déplacé vers
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Affaires étrangères et Commerce international
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	Patrimoine canadien	Affaires indiennes et du Nord canadien
Centre canadien des armes à feu	Ministère distinct au sein du portefeuille de Sécurité publique et Protection civile	Gendarmerie royale du Canada au sein du portefeuille de Sécurité publique et Protection civile

Les modifications susmentionnées ont été approuvées en vertu des décrets ci-dessous :

Le décret C.P. 2006-0040, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité du ministère du Commerce international au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et regroupe les deux sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères.

Le décret C.P. 2006-0399, qui est entré en vigueur le 19 mai 2006, transfère la responsabilité du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du ministre de Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Le décret C.P. 2006-0388, qui est entré en vigueur le 27 mai 2006, transfère la responsabilité du Centre canadien des armes à feu à la Gendarmerie royale du Canada.

- En vertu du décret C.P. 2006-0226, le Secrétariat de la Commission des nominations publiques est désigné comme « ministère » à l'annexe I.1 pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 21 avril 2006.
- Le décret C.P. 2006-1351, qui est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2006, transfère du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada, de Premières nations sur Rescol et de l'Office national de développement économique des autochtones.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2006-2007, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A) :

Agriculture – Ministère

Crédit 13b – Pour radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 13b – Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la *Loi sur le développement des exportations*, la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$

Conseil privé – Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Crédit 23b – Dépenses du Programme

Transports – Ministère

Crédit L32b – Fonds pour le surplus d'apport de Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale à Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007*

Crédit L34b – Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 \$ du crédit L75 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007*

Transports – Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Crédit 84b – Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007*

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A) :

Secrétariat du Conseil du Trésor

Crédit 15b – Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d’État au sens de l’article 83 de la Loi sur la gestion des finances publiques

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A) :

Agriculture et agroalimentaire – Ministère

Paiements de subventions pour le Programme d’aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré

Ressources naturelles – Ministère

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A) :

Agence du revenu du Canada

Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile

Justice – Ministère

Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile

Conseil privé – Ministère

Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l’économie de l’Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budget des dépenses précédents » précisent les autorisations à ce jour tels que présentés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire (A).

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en deux catégories : À voter⁴ et Législatifs⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des besoins budgétaires et non-budgétaires totaux pour 2006-2007.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Ce tableau présente le Budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et (B) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs demandés.

² Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

³ Les dépenses non-budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

⁴ Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter le tableau de l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

⁵ Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne un aperçu de l'annexe du projet de loi de crédits. Tel que précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2007 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2008, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada, de l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada.

Seuls les rajustements positifs des crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « Dépenses en capital » ou le crédit pour « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les « Dépenses du Programme » sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit pour « Dépenses en capital » ou un crédit pour « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans les crédits pour « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 mille dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État; et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Dans les cas où la situation l'exige, un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au Budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. En outre, ce crédit sert à augmenter d'autres crédits pour absorber des coûts salariaux supplémentaires, tels que les indemnités de départ et les prestations de congé parental qui ne sont pas prévues dans le budget des dépenses ministériel.
 - (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit augmente d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit augmente les crédits du financement des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts.
 - (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits présentés dans le budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La première section (colonne 1 « Numéro de crédit ») indique quel crédit est accru par le budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise que le Budget supplémentaire des dépenses (B) a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième section (colonne 2 « Montant brut ») indique le total des fonds demandés dans le budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième section (colonnes 3 à 5, « Autorisations de dépenser disponibles ») représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères contient de plus amples renseignements sur ces montants et comprend les fonds disponibles qui ont trait aux restrictions des dépenses annoncées à l'automne 2006.

La dernière section (colonne 6 « Montant net ») indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les rajustements négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats comme un débit aux catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payées par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le Budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les ministères doivent satisfaire à un certain nombre de critères afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Comme l'autorisation des paiements sur la réserve pour éventualités est contenue dans le libellé du crédit 5 du CT, tous ces paiements doivent être rigoureusement conformes à ce libellé.
- En règle générale, on n'imputera pas de dépenses permanentes au crédit pour les besoins autres que les déficits au chapitre de la rémunération ou les primes accordées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Toutes les autres avances imputées au crédit pour éventualités doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits y afférente est adoptée.
- Lorsque ces avances sont demandées pour faire face à un besoin financier, le Conseil du Trésor doit s'assurer que le paiement s'inscrit dans le cadre du mandat du ministère.
- Lorsqu'il effectue un transfert afin de fournir une autorisation de paiement, le Conseil du Trésor doit être convaincu qu'il existe une raison valable et suffisante pour laquelle le paiement doit être fait avant qu'il ait reçu l'approbation normale du Parlement.
- Des fonds suffisants doivent être disponibles dans le crédit 5 du CT.
- L'autorisation appropriée du ministère ne suffit pas pour couvrir les besoins existants et ceux de la nouvelle initiative (à l'exception des postes de subventions) jusqu'à la fin de la période visée par le crédit.
- Il doit exister un bénéficiaire valable et légalement constitué auquel la subvention doit être versée.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels plusieurs ministères demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne vise pas à présenter une liste exhaustive des initiatives horizontales menées par le gouvernement, mais il donne une bonne vue d'ensemble des questions relatives au présent budget supplémentaire des dépenses auxquelles plus d'un organisme est associé.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition actuelle de fonds ou du libellé actuel de crédits (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes ou sociétés d'États qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a six sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin;
3. transferts;
4. explication des fonds disponibles;
5. paiements de transfert (s'il y a lieu);
6. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

6. Sommaire du Portfeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des autorisations à ce jour - Budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits et les transferts entre organisations;
- les nouvelles demandes nettes de financement dans le présent budget supplémentaire des dépenses;
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés uniquement à titre d'information et ils ne modifient pas le projet de loi de crédits.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau sommaire des postes horizontaux présenté au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

8. Transferts

Cette section identifie tous les transferts entre organisations et au sein de celles-ci, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme ou de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement; ou des transferts au sein d'une organisation afin d'appuyer les besoins de programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille à part des nouveaux crédits et ils apparaîtront aussi dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations (au début du présent budget supplémentaire des dépenses).

9. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans des affectations bloquées ou pour des affectations à des fins déterminées pourraient être utilisées pour réduire les dépenses supplémentaires, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement d'un poste à un autre ou report de fonds d'un exercice à un autre dans une organisation, fonds libérés aux fins de réinvestissement dans les priorités du gouvernement fédéral à la suite des réductions liées à la restriction des dépenses en 2006.

5. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par activité de programme.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, alors que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, il sert à informer. Les seules exceptions se rapportent à l'Agence canadienne de développement international et au ministère des Anciens combattants. Leurs contributions sont également à caractère législatif à la suite des exigences du libellé de crédit.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. Nouveaux grands projets d'immobilisations

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à un million de dollars ou plus. L'information est présentée par activité de programme et par province (d'Est en Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie Royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion – Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition – Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques – Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux. Sont également inclus ici les sondages d'opinion et les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de services d'informatique et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère de Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement - avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 04.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 08 pour l'Acquisition des terrains, de bâtiments et d'ouvrage ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 09 pour l'Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage
 - provendes
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente
 - graines de semence
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur
 - uniformes et fourniment
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études
 - produits chimiques
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives
 - fournitures du service de nettoyage
 - bois et charbon
 - fournitures électriques
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 01 à 09).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les paiements faits par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à de nombreux organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas aussi limitées.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Y sont également compris, des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents*	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère.....	2 406 673 800	209 000 000
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère.....	41 734 250	.....
Agence canadienne de développement international.....	2 990 980 238	58 269 588
Centre de recherches pour le développement international.....	135 817 000	.....
Commission mixte internationale.....	6 246 619	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère.....	6 377 368 136	89 343 000
Commission des revendications particulières des Indiens.....	6 664 750	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	203 664 501	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	411 874 000	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère.....	391 748 200	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	3 431 832 232	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère.....	3 575 324 589	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	662 552 309	.....
ANCIENS COMBATTANTS.....	3 289 434 108	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère.....	1 128 671 969	1
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat.....	3 129 444 319	.....
École de la fonction publique du Canada.....	110 924 111	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Directeur général des élections.....	87 226 000	.....
Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	.....	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère.....	15 859 195 373	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	3 406 000	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	352 311 928	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère.....	839 551 580	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	18 796 964	.....
Agence Parcs Canada.....	628 033 222	.....
FINANCES		
Ministère.....	74 572 666 413	7 471 001
INDUSTRIE		
Ministère.....	1 331 251 703	800 000
Agence spatiale canadienne.....	383 015 556	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	750 433 859	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	903 821 104	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	627 076 776	.....
Statistique Canada.....	631 168 597	.....
JUSTICE		
Ministère.....	986 843 368	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	360 054 879	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	64 598 249	.....
PARLEMENT		
Chambre des communes.....	405 530 490	.....
Bibliothèque du Parlement.....	34 609 000	.....
Commissariat à l'éthique.....	5 051 000	.....
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère.....	1 461 280 861	10 000
Musée canadien de la nature.....	59 145 000	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	113 961 069	.....
Société du Centre national des Arts.....	35 401 324	.....
Musée national des sciences et de la technologie.....	25 900 621	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	50 551 250	.....

* Voir la note à la page 38.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
41 865 681	4	.....	.....	.....	41 865 685	2 448 539 485	209 000 000
(41 734 250)	.....	.....	.....	.....	(41 734 250)	.....	.....
1 075 000	2	.....	19 906 000	.....	20 981 002	2 992 055 240	78 175 588
5 600 000	1	.....	.....	.....	5 600 001	141 417 001	.....
220 709	1	.....	.....	.....	220 710	6 467 329	.....
32 824 823	3	.....	.....	.....	32 824 826	6 410 192 962	89 343 000
.....	20 000	.....	.....	.....	20 000	6 684 750	.....
42 873 333	2	.....	.....	.....	42 873 335	246 537 836	.....
(300 000)	.....	.....	.....	.....	(300 000)	411 574 000	.....
(1 000 000)	.....	.....	.....	.....	(1 000 000)	390 748 200	.....
.....	35 407 000	.....	.....	.....	35 407 000	3 467 239 232	.....
98 476	105 301 293	422 376 000	.....	.....	527 775 769	4 103 100 358	.....
287 500	1	.....	.....	.....	287 501	662 839 810	.....
(200 000)	2	.....	.....	.....	(199 998)	3 289 234 110	.....
(977 502)	1	.....	.....	.....	(977 501)	1 127 694 468	1
(1 199 354)	113 062 649	.....	.....	.....	111 863 295	3 241 307 614	.....
.....	.....	5 971 000	.....	.....	5 971 000	116 895 111	.....
.....	.....	40 043 000	.....	.....	40 043 000	127 269 000	.....
.....	985 966	.....	.....	.....	985 966	985 966	.....
(533 433)	1	.....	.....	.....	(533 432)	15 858 661 941	.....
.....	180 000	.....	.....	.....	180 000	3 586 000	.....
2 600 000	19 100 000	.....	.....	.....	21 700 000	374 011 928	.....
568 800	22 761 891	.....	.....	.....	23 330 691	862 882 271	.....
37 200	1	.....	.....	.....	37 201	18 834 165	.....
862 854	11 805 000	.....	.....	.....	12 667 854	640 701 076	.....
.....	.....	(184 000 000)	.....	.....	(184 000 000)	74 388 666 413	7 471 001
(35 456 033)	2	389 753	.....	.....	(35 066 278)	1 296 185 425	800 000
(50 000)	1	.....	.....	.....	(49 999)	382 965 557	.....
.....	6 139 833	.....	.....	.....	6 139 833	756 573 692	.....
179 000	1	.....	.....	.....	179 001	904 000 105	.....
264 353	1	.....	.....	.....	264 354	627 341 130	.....
346 000	1	.....	.....	.....	346 001	631 514 598	.....
.....	37 689 415	.....	.....	.....	37 689 415	1 024 532 783	.....
.....	175 684	.....	.....	.....	175 684	360 230 563	.....
.....	2 623 111	.....	.....	.....	2 623 111	67 221 360	.....
.....	1 560 367	.....	.....	.....	1 560 367	407 090 857	.....
.....	250 000	.....	.....	.....	250 000	34 859 000	.....
.....	500 000	.....	.....	.....	500 000	5 551 000	.....
(1 828 496)	2	.....	.....	.....	(1 828 494)	1 459 452 367	10 000
.....	500 000	.....	.....	.....	500 000	59 645 000	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	113 961 069	.....
300 000	20 553 000	.....	.....	.....	20 853 000	56 254 324	.....
.....	4 744 000	.....	.....	.....	4 744 000	30 644 621	.....
(50 551 250)	.....	.....	.....	.....	(50 551 250)	.....	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents*	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 729 009 162	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences).....	2 523 906 327	981 456 000
Ministère (Développement social).....	34 174 571 879	.....
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère.....	1 559 266 047	.....
Office national de l'énergie.....	38 656 597	.....
Administration du pipe-line du Nord.....	946 000	.....
SANTÉ		
Ministère.....	3 064 122 662	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	863 554 046	.....
Agence de la santé publique du Canada.....	539 455 996	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère.....	458 409 757	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 427 254 842	.....
Centre canadien des armes à feu.....	19 847 750	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	355 011 116	.....
Service correctionnel.....	1 742 881 778	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	44 756 029	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 418 122 640	.....
TRANSPORTS		
Ministère.....	1 543 287 043	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	2 144 442 569	2 492 001
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	.....	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2 733 045 384	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses.....	5 561 435 567	(198 472 000)
Comptes à fins déterminées consolidés.....	16 101 913 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	207 935 733 508	1 150 369 591

* Les montants négatifs inscrits dans la colonne Dépenses budgétaires des précédents budgets des dépenses sont présentés à titre d'information. En conséquence, ces montants ne correspondent pas à ceux de la colonne « Autorisations à ce jour » du tableau Sommaire du portefeuille. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique portant sur les principaux changements de la section Modifications à la présentation de ce budget supplémentaire des dépenses.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Budgets des dépenses précédents :

 Budget principal des dépenses.....

 Budget supplémentaire des dépenses (A).....

Présent budget supplémentaire des dépenses.....

Total des budgets des dépenses à ce jour.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(205 920)	2	.....	.....	.....	(205 918)	1 728 803 244	.....
292 040	2	(31 839 000)	.....	(103 346 000)	(134 892 958)	2 492 359 369	878 110 000
5 395 917	1	(9 000 000)	.....	.....	(3 604 082)	34 170 967 797	.....
(5 085 980)	4 638 069	292 608 000	.....	.....	292 160 089	1 851 426 136	.....
1 500 000	1	.....	.....	.....	1 500 001	40 156 598	.....
.....	62 600	.....	.....	.....	62 600	1 008 600	.....
795 273	2	.....	.....	.....	795 275	3 064 917 937	.....
281 835	1	.....	.....	.....	281 836	863 835 882	.....
(580 110)	1 000 001	.....	.....	.....	419 891	539 875 887	.....
(696 386)	6 434 959	.....	.....	.....	5 738 573	464 148 330	.....
(397 120)	8 257 199	.....	.....	.....	7 860 079	1 435 114 921	.....
(19 847 750)	.....	.....	.....	.....	(19 847 750)	.....	.....
(545 670)	307 704	.....	.....	.....	(237 966)	354 773 150	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	1 742 881 779	.....
.....	574 000	.....	.....	.....	574 000	45 330 029	.....
19 633 750	3	.....	.....	.....	19 633 753	2 437 756 393	.....
3 291 001	4	.....	2	.....	3 291 007	1 544 086 047	2 492 003
(20 583 291)	1	.....	.....	.....	(20 583 290)	2 126 351 280	.....
17 100 000	1	.....	.....	.....	17 100 001	17 100 001	.....
3 479 000	3	.....	.....	.....	3 479 003	2 736 524 387	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 561 435 567	(198 472 000)
.....	.....	(747 663 000)	.....	.....	(747 663 000)	15 354 250 000	.....
.....	404 633 790	(211 114 247)	19 906 002	(103 346 000)	110 079 545	208 129 253 051	1 066 929 593	

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
70 348 524 494	128 389 928 251	198 738 452 745	123 414 589	999 455 001	1 122 869 590	199 861 322 335
5 009 790 049	4 187 490 714	9 197 280 763	27 500 001	.....	27 500 001	9 224 780 764
75 358 314 543	132 577 418 965	207 935 733 508	150 914 590	999 455 001	1 150 369 591	209 086 103 099
404 633 790	(211 114 247)	193 519 543	19 906 002	(103 346 000)	(83 439 998)	110 079 545
75 762 948 333	132 366 304 718	208 129 253 051	170 820 592	896 109 001	1 066 929 593	209 196 182 644

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 006 750 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 200 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 344 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 560 980 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 542 770 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 394 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 346 386 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 334 920 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 267 900 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 152 960 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 77 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 43 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 32 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 352 900 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 315 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 182 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile), de 169 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 137 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 68 600 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 51 524 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 42 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 18 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 727 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 84 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 84 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
13b	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$	1	
			4
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30b	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 477 200 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
35b	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 375 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
L50b	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	19 906 000	
			19 906 002

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
55b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 600 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> ...		1
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
60b	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 709 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 491 362 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 5 562 947 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 400 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 27 820 586 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			3
	COMMISSION DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES DES INDIENS		
45b	Commission des revendications particulières des Indiens – Dépenses du Programme ...		20 000
	BUREAU DU CANADA SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES		
52b	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 051 250 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
54b	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
MINISTÈRE			
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 305 036	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	7 586 000	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	88 410 256	
13b	Pour radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007	1	
			105 301 293
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS			
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 372 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
ANCIENS COMBATTANTS			
1b	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 880 726 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1	
			2
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE			
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 217 498 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses de fonctionnement	9 826 649	
2b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 000 000	
10b	Initiatives pangouvernementales	667 000	
15b	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	101 569 000	
			113 062 649
	CONSEIL PRIVÉ		
	SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES NOMINATIONS PUBLIQUES		
23b	Secrétariat de la Commission des nominations publiques – Dépenses du Programme		985 966
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 176 567 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
20b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme		180 000
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement ...	100 000	
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	19 000 000	
			19 100 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 830 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 375 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	22 761 890	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 194 500 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	22 761 891
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
20b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> .	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1	2
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35b	Agence spatiale canadienne – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 640 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
55b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	919 333	
65b	Conseil national de recherches du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 979 500 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 220 500	6 139 833
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 179 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
85b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 264 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	STATISTIQUE CANADA		
95b	Statistique Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 346 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 137 000	
5b	Justice – Contributions	36 552 415	
			37 689 415
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20b	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement		175 684
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		2 623 111
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.....		1 560 367

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10b	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		250 000
	COMMISSARIAT À L'ÉTHIQUE		
15b	Commissariat à l'éthique – Dépenses du Programme		500 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 444 289 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 58 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 527 950 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 10 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			2
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
40b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		500 000
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 553 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
80b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		4 744 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
PÊCHES ET OCÉANS			
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			2
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
MINISTÈRE (RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES)			
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 410 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 35 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	
			2
MINISTÈRE (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)			
10b	Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 677 917 \$ du crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>		1
RESSOURCES NATURELLES			
MINISTÈRE			
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 057 703 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 50 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 638 067	
			4 638 069

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES <i>(suite et fin)</i>		
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
30b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
35b	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....		62 600
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 017 277 \$ du crédit 5 (Santé), de 204 810 \$ du crédit 35 (Santé) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 154 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			2
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 335 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 62 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
35b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 206 200 \$ du crédit 1 (Santé) et de 126 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
40b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 2 075 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 000 000	
			1 000 001

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
MINISTÈRE			
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 602 959	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Contributions.....	2 832 000	
			6 434 959
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ			
35b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 350 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		307 704
SERVICE CORRECTIONNEL			
40b	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 196 184 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES			
50b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme.....		574 000
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA			
61b	Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 684 250 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et de 681 000 \$ du crédit 62 (<i>Sécurité publique et Protection civile</i>) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>	1	
62b	Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 663 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
70b	Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			3

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 731 688 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Transports – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
15b	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
20b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> ..	1	
L32b	Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
L34b	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 \$ du crédit L75 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			6
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
60b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 708 710 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.		
84b	Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 67 535 351 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 872 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
10b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1	
			3
			369 070 593

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1b	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme		35 407 000
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
30b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 862 854 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		11 805 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	6 387 199	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	1 870 000	
			8 257 199
			55 469 199

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	421 300 000
Paievements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré	1 076 000
CONSEIL DU TRÉSOR	
École de la fonction publique du Canada	
Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	5 971 000
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Dépenses d'élections	40 043 000
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	(184 000 000)
INDUSTRIE	
Ministère	
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	389 753

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(8 782 000)
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	36 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 446 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	17 729 000
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	30 732 000
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	(23 000 000)
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	(65 000 000)
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	10 000 000
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire)	(103 346 000)
Ministère (Développement social)	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	(131 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	124 000 000
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	(2 000 000)
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	171 624 000
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	109 784 000
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	11 200 000
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>433 202 753</i>
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	(747 633 000)
Total	(314 430 247)

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère

Agence canadienne de développement international

Centre de recherches pour le développement international.....

Commission mixte internationale.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère.....

Commission des revendications particulières des Indiens

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère.....

AGENCE DU REVENU DU CANADA.....

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère.....

Agence canadienne d'inspection des aliments

ANCIENS COMBATTANTS.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat.....

CONSEIL PRIVÉ

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

DÉFENSE NATIONALE

Ministère.....

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

ENVIRONNEMENT

Ministère.....

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Agence Parcs Canada

	Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles			Montant net
			Restriction des dépenses en 2006*	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	1b	10 221	.....	10 221	10 221	.....
	5b	950	.....	950	950	.....
	10b	583	.....	583	583	.....
	13b	.....	.....	.....	.....	.....
	15b	.....	.....	.....	.....	.....
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	30b	.....	.....	.....	.....	.....
	35b	231 784	.....	231 784	231 784	.....
	L50b	19 906	.....	.....	.....	19 906
	55b	.....	.....	.....	.....	.....
	60b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	32 594	.....	32 594	32 594	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	10b	4 881	.....	4 881	4 881	.....
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	25b	.....	.....	.....	.....	.....
	45b	20	.....	.....	.....	20
	52b	.....	.....	.....	.....	.....
	54b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	59 696	.....	24 289	24 289	35 407
	1b	9 370	.....	65	65	9 305
	5b	8 250	.....	664	664	7 586
	10b	100 840	.....	12 430	12 430	88 410
	13b	.....	.....	.....	.....	.....
	30b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	9 881	.....	9 881	9 881	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	10b	15 677	.....	15 677	15 677	.....
	15b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	9 827	.....	.....	.....	9 827
	2b	1 000	.....	.....	.....	1 000
	10b	11 147	.....	10 480	10 480	667
	15b	101 569	.....	.....	.....	101 569
	23b	986	.....	.....	.....	986
	1b	4 037	.....	4 037	4 037	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	20b	190	.....	10	10	180
	1b	100	.....	.....	.....	100
	5b	19 000	.....	.....	.....	19 000
	1b	24 617	.....	1 855	1 855	22 762
	10b	.....	.....	.....	.....	.....
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	30b	12 680	875	.....	875	11 805

*Voir la note à la bas de la page 61.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

INDUSTRIE

Ministère.....

Agence spatiale canadienne.....

Conseil national de recherches du Canada.....

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....

Conseil de recherches en sciences humaines.....

Statistique Canada.....

JUSTICE

Ministère.....

Commissaire à la magistrature fédérale.....

Service administratif des tribunaux judiciaires.....

PARLEMENT

Chambre des communes.....

Bibliothèque du Parlement.....

Commissariat à l'éthique.....

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère.....

Musée canadien de la nature.....

Bibliothèque et Archives du Canada.....

Société du Centre national des Arts.....

Musée national des sciences et de la technologie.....

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....

PÊCHES ET OCÉANS.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences).....

Ministère (Développement social).....

RESSOURCES NATURELLES

Ministère.....

Office national de l'énergie.....

Administration du pipe-line du Nord.....

SANTÉ

Ministère.....

Instituts de recherche en santé du Canada.....

Agence de la santé publique du Canada.....

	Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles			Montant net
			Restriction des dépenses en 2006*	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	1b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	10b	24 000	.....	24 000	24 000	.....
	25b	.....	.....	.....	.....	.....
	35b	.....	.....	.....	.....	.....
	55b	919	.....	.....	.....	919
	60b	.....	.....	.....	.....	.....
	65b	6 200	.....	980	980	5 220
	75b	.....	.....	.....	.....	.....
	85b	.....	.....	.....	.....	.....
	95b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	1 137	.....	.....	.....	1 137
	5b	36 552	.....	.....	.....	36 552
	20b	176	.....	.....	.....	176
	30b	2 623	.....	.....	.....	2 623
	5b	1 560	.....	.....	.....	1 560
	10b	250	.....	.....	.....	250
	15b	500	.....	.....	.....	500
	1b	56	.....	56	56	.....
	5b	18 562	.....	18 562	18 562	.....
	40b	500	.....	.....	.....	500
	50b	620	.....	620	620	.....
	55b	20 553	.....	.....	.....	20 553
	80b	4 744	.....	.....	.....	4 744
	85b	.....	.....	.....	.....	.....
	90b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	1 050	.....	1 050	1 050	.....
	10b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	.....	.....	.....	.....	.....
	5b	32 000	.....	32 000	32 000	.....
	10b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	4 208	.....	4 208	4 208	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	10b	36 295	.....	31 657	31 657	4 638
	30b	.....	.....	.....	.....	.....
	35b	63	.....	.....	.....	63
	1b	24 354	.....	24 354	24 354	.....
	5b	3 000	.....	3 000	3 000	.....
	15b	.....	.....	.....	.....	.....
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	35b	.....	.....	.....	.....	.....
	40b	1 000	.....	.....	.....	1 000

* Voir la note à la bas de la page 61.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....	.....
Agence des services frontaliers du Canada .....	.....
Centre canadien des armes à feu .....	.....
Service canadien du renseignement de sécurité .....	.....
Service correctionnel.....	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	.....
Gendarmerie royale du Canada .....	.....

TRANSPORTS

Ministère.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc. ....	.....

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Total.....

	Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles			Montant net
			Restriction des dépenses en 2006*	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
	1b	10 785	.....	7 182	7 182	3 603
	5b	2 832	.....	.....	.....	2 832
	10b	6 474	.....	87	87	6 387
	15b	1 870	.....	.....	.....	1 870
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	25b	.....	.....	.....	.....	.....
	30b	.....	.....	.....	.....	.....
	35b	308	.....	.....	.....	308
	40b	25 196	.....	25 196	25 196	.....
	45b	20	.....	20	20	.....
	50b	574	.....	.....	.....	574
	60b	20 011	.....	20 011	20 011	.....
	61b	.....	.....	.....	.....	.....
	62b	.....	.....	.....	.....	.....
	65b	134	.....	134	134	.....
	70b	10 000	.....	10 000	10 000	.....
	1b	7 903	.....	7 903	7 903	.....
	10b	9 006	.....	9 006	9 006	.....
	15b	290	.....	290	290	.....
	20b	.....	.....	.....	.....	.....
	L32b	.....	.....	.....	.....	.....
	L34b	.....	.....	.....	.....	.....
	60b	.....	.....	.....	.....	.....
	65b	.....	.....	.....	.....	.....
	L70b	.....	.....	.....	.....	.....
	L75b	.....	.....	.....	.....	.....
	84b	.....	.....	.....	.....	.....
	1b	83 401	.....	83 401	83 401	.....
	5b	.....	.....	.....	.....	.....
	10b	.....	.....	.....	.....	.....
		1 089 532	875	664 118	664 993	424 539

* Le solde des économies découlant des mesures de restriction des dépenses figurera dans des budgets des dépenses ultérieurs ou dans des compressions de dépenses prévues non comprises dans les niveaux de référence ministériels.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère	24 968	5 241	240	7 063	6 264
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère	(24 453)	(3 502)	(161)	(4 760)	(4 185)
Agence canadienne de développement international	.....	640	110	511	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	161	48	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	3 668	1 968	324	10 407	520
Commission des revendications particulières des Indiens	.....	.....	.....	20	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	(4 610)	.....	.....	45 983	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada	38 102	6 499	.....	6 100	395
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	3 151	847	134	3 421	66
Agence canadienne d'inspection des aliments	.....	140	1	218	(23)
Anciens combattants	3 098	175	150	4 148	1 200
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	103 601	1 544	664	13 229	308
École de la fonction publique du Canada	3 134	245	109	1 826	127
Conseil privé					
Directeur général des élections	11 147	2 845	7 259	13 336	1 514
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	573	100	25	259	3
Défense nationale					
Ministère	444	926	.....	15	1 506
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	.....	.....	.....	190	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	.....	.....	.....	.....	100

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 291	1 619	.....	3 013	3 529	.....	392	11 754	41 866
(864)	(1 082)	.....	.....	(2 727)	.....	.....	.....	(41 734)
.....	.....	.....	.....	231 382	.....	216	231 784	1 075
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 600	.....	5 600
3	7	.....	2	.....	.....	.....	.....	221
467	636	.....	.....	35 543	.....	16 767	37 475	32 825
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20
.....	.....	.....	.....	1 500	.....	.....	.....	42 873
.....	.....	.....	.....	(300)	.....	.....	.....	(300)
.....	.....	.....	.....	(1 000)	.....	.....	.....	(1 000)
3 500	1 600	.....	3 500	.....	.....	.....	24 289	35 407
463 (42)	1 007 (6)	549	7 701	523 216 .....	..... .....	380	13 159	527 776 288
10	1 100	.....	.....	15 477	.....	.....	25 558	(200)
.....	(1 095)	.....	.....	117	.....	.....	.....	(978)
605 57	2 235 106	..... .....	..... 367	157 .....	..... .....	..... .....	10 480	111 863 5 971
.....	817 5	..... .....	1 543	1 232 .....	..... .....	350 21	..... .....	40 043 986
1	392	.....	220	.....	.....	.....	4 037	(533)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	180
.....	.....	.....	.....	21 600	.....	.....	.....	21 700

* Voir les notes au bas de la page 67.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Environnement					
Ministère	(37)	4 514	477	8 388	2 207
Agence canadienne d'évaluation environnementale	37	.....	.....	.....	.....
Agence Parcs Canada	1 600	402	2	2 126	4 589
Finances					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	(2 187)	(488)	(568)	(3 947)	.....
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(2 690)	.....
Conseil national de recherches du Canada	403	75	9	171	14
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	.....	23	288	20	.....
Justice					
Ministère	924	1 130	342	3 263	180
Commissaire à la magistrature fédérale	75	.....	5	90	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 024	122	.....	477	.....
Parlement					
Chambre des communes	269	110	.....	324	770
Bibliothèque du Parlement	81	36	.....	123	.....
Commissariat à l'éthique	150	.....	.....	250	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	56	.....	.....	(5 539)	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	27	.....	.....	593	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	.....	.....	.....	(49 051)	.....
Pêches et Océans					
	.....	125	125	(836)	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	.....	(3)	(5)	9 726	(57)
Ministère (Développement social)	4 610	110	84	460	(1 872)

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
963	4 445	.....	.....	2 495	.....	1 734	1 855	23 331
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	37
14	810	4 000	.....	.....	.....	.....	875	12 668
.....	.....	.....	.....	.....	(184 000)	.....	.....	(184 000)
.....	(55)	.....	(1 000)	(3 821)	.....	1 000	24 000	(35 066)
.....	.....	.....	.....	2 640	.....	.....	.....	(50)
59	180	.....	.....	6 200	.....	8	979	6 140
.....	.....	.....	.....	179	.....	.....	.....	179
.....	.....	.....	.....	264	.....	.....	.....	264
.....	15	.....	.....	.....	.....	.....	.....	346
130	317	149	634	30 552	.....	68	.....	37 689
.....	6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	176
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 623
.....	29	.....	58	.....	.....	.....	.....	1 560
.....	10	.....	.....	.....	.....	.....	.....	250
.....	.....	.....	100	.....	.....	.....	.....	500
.....	.....	.....	.....	22 273	.....	.....	18 618	(1 828)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	.....	500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	620	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	20 853	.....	20 853
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 744	.....	4 744
.....	.....	.....	.....	(1 500)	.....	.....	.....	(50 551)
.....	(370)	.....	1 050	750	.....	.....	1 050	(206)
.....	(22)	.....	.....	(9 186)	.....	.....	32 000	(31 547)
1 531	58	.....	415	(9 000)	.....	.....	.....	(3 604)

* Voir les notes au bas de la page 67.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources naturelles					
Ministère	471	.....	59	(2 738)	(92)
Office national de l'énergie	.....	325	.....	475	600
Administration du pipe-line du Nord	.....	.....	.....	63	.....
Santé					
Ministère	10 120	2 595	224	5 759	240
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	(350)	(80)	(390)	(20)
Agence de la santé publique du Canada	186	.....	.....	(2 834)	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	1 893	1 159	816	13 546	1 844
Agence des services frontaliers du Canada	1 098	1 188	99	2 257	99
Centre canadien des armes à feu	(5 531)	(2 067)	(187)	(6 563)	(418)
Service canadien du renseignement de sécurité	.....	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	17 414	533	13	3 830	71
Commission nationale des libérations conditionnelles	263	113	6	128	8
Gendarmerie royale du Canada	12 634	5 263	58	6 639	2 213
Transports					
Ministère	2 191	180	.....	1 311	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 487	490	25	31 271	23 261
Total pour tous les ministères et organismes	217 242	33 301	10 647	118 668	41 432
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2006-2007	217 242	33 301	10 647	118 668	41 432

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
(155)	(254)	.....	10	330 724	.....	.....	35 865	292 160
100	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	63
655	5 595	.....	650	2 256	.....	55	27 354	795
(10)	(60)	.....	(90)	1 282	.....	.....	.....	282
.....	.....	.....	.....	3 068	.....	.....	.....	420
302	354	.....	.....	(6 993)	.....	.....	7 182	5 739
346	396	.....	1 870	.....	.....	594	87	7 860
(475)	(177)	.....	(430)	(3 500)	.....	(500)	.....	(19 848)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(238)	.....	(238)
243	1 478	.....	20	.....	.....	1 614	25 216	.....
16	12	.....	28	.....	.....	.....	.....	574
2 370	3 214	.....	2 312	13 500	.....	1 576	30 145	19 634
.....	20	.....	.....	10 006	.....	4 290	17 199	799
.....	.....	.....	.....	709	.....	(18 800)	.....	(18 091)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	17 100	.....	17 100
13 196	3 169	1 616	84	100	.....	8 181	83 401	3 479
24 776	26 511	6 314	22 057	1 222 724	(184 000)	66 505	664 992	941 185
.....	.....	.....	.....	(747 663)	.....	.....	.....	(747 663)
24 776	26 511	6 314	22 057	475 061	(184 000)	66 505	664 992	193 522

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.
Ne concorde pas nécessairement aux totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires de crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payés par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui n'étaient pas prévues dans le Budget principal des dépenses et doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

(dollars)

Niveau initial	750 000 000 \$
----------------	----------------

Moins : Postes qui ont reçu un financement provisoire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor et sont inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Financement pour le Programme de cultures de couverture à la suite des dommages causés par les inondations.

Ce programme procure des fonds aux producteurs qui n'ont pas été en mesure de semer une culture commerciale en 2005 et en 2006 en raison des dommages causés par les inondations. Il couvre une partie du coût de la protection des sols au moyen des cultures de couverture, c'est-à-dire toute culture servant essentiellement à couvrir les sols pour empêcher l'érosion et en rehausser la stabilité, plutôt qu'à produire une récolte.

Une somme de 45 800 000 \$ avait été allouée à cet effet dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses 2006-2007 (A) 2006-2007, dont le montant de 37 279 700 \$ qui provenait du crédit 5 du CT. Les dommages causés par les inondations de 2006 ont été plus importants que prévu, d'où l'augmentation du nombre de réclamations admissibles. Par conséquent, des fonds supplémentaires sont alloués par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, afin de tenir compte de la demande accrue dans le cadre de ce programme.

Ces paiements s'adressent aux cultivateurs qui ont subi une perte de revenu parce que leurs terres ne peuvent être cultivées pour un certain temps et qui ont besoin d'aide pour faire face à leurs obligations financières. Comme de nombreux exploitants agricoles éprouvent des difficultés financières, la situation s'aggraverait s'ils n'obtiennent pas de l'aide rapidement pour réparer les dommages causés par les inondations. Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette subvention de catégorie ne sera accordé qu'à la fin du mois de mars 2007 en vertu du présent budget supplémentaire des dépenses, on a dû recourir au crédit pour éventualités du gouvernement afin que ces paiements urgents soient versés le plus rapidement possible.

38 950 000

Montant total du financement provisoire provenant du crédit 5 du Conseil du Trésor	38 950 000
-------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------

Solde courant	711 050 000 \$
----------------------	-----------------------

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ce financement servira à soutenir les besoins de fonctionnement supplémentaires liés à la mise en œuvre de deux nouveaux projets d'infrastructures publiques. Le premier vise la modernisation et l'expansion du réseau d'autobus, de tramway et de métro de la Toronto Transit Commission et le second concerne les projets d'amélioration des secteurs riverains dans les collectivités du Nord de Whitehorse et de Carcross, au Yukon.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	49
Transports	559
Total	608

Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Ce financement servira à des initiatives ayant pour but d'encourager les activités visant l'épanouissement des communautés minoritaires de langue officielle, comprenant notamment des projets qui favorisent l'intégration et l'établissement de nouveaux arrivants dans les communautés minoritaires francophones d'Edmonton. Les fonds seront aussi utilisés pour un projet donnant la possibilité à des groupes des minorités visibles dans les communautés minoritaires linguistiques de renforcer leur capacité de planifier, d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes dans le but de réduire ou de prévenir l'abus d'alcool ou d'autres drogues.)

Citoyenneté et Immigration	217
Santé	155
Total	372

Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique

(Ces fonds serviront à financer une série de mesures en matière de politiques et d'investissements conçues pour accroître la capacité et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement mondiales entre l'Amérique du Nord et l'Asie en stimulant le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, en augmentant le volume d'importations par conteneurs à destination de l'Amérique du Nord en provenance de l'Asie et passant par la porte d'entrée, et en améliorant l'efficacité et la fiabilité de la porte d'entrée pour ce qui est des exportations canadiennes et nord-américaines. Le financement sera consacré principalement à des projets d'infrastructures liés au transport dans l'Ouest canadien.)

Affaires étrangères et Commerce international	500
Agence des services frontaliers du Canada	2 626
Agence Parcs Canada	5 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 100
Transports	12 600
Total	22 826

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière

(Ce financement servira à assumer les coûts liés au recrutement de personnel et à la conduite d'enquêtes complexes qui sont actuellement en retard en raison d'un manque de ressources. Il permettra également aux enquêteurs d'avoir à leur disposition les outils nécessaires à leurs recherches, notamment des services juridiques, des services de traduction, de comptabilité et d'experts en divers domaines; il servira en outre à payer les frais de déplacement, l'acquisition de renseignements et à payer d'autres dépenses liées à des opérations secrètes menées pour protéger la sécurité des collectivités; il servira finalement à payer les services juridiques en matière de poursuite à l'étape de l'enquête et à assurer le suivi des dossiers de la poursuite au stade judiciaire.)

Gendarmerie royale du Canada	18 408
Justice	405
Total	18 813

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux

(Ce financement sera consacré à l'assainissement de 11 sites contaminés, de même qu'à l'évaluation de 19 autres sites dont Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a la garde. Il servira également à la réalisation d'une étude hydrogéologique sur des terrains appartenant à la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée dans le secteur de l'autoroute Bonaventure de Montréal en vue de la conception de solutions permanentes pour le confinement et le traitement des eaux souterraines de ce secteur.)

Transports	290
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 839
Total	3 129

Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)

(Ce financement sera consacré à des initiatives interministérielles devant servir à répondre aux défis pressants de la réglementation (par ex. la biotechnologie marine, la culture moléculaire végétale); à renforcer la collaboration afin de permettre au Canada de répondre à ses responsabilités réglementaires en matière de produits biotechnologiques; à soutenir les intérêts du Canada sur la scène internationale en matière de réglementation relative à la biosécurité; à élaborer un programme d'action du gouvernement fédéral en matière de bioéconomie et de bioproduits; à aider les entreprises canadiennes à profiter des occasions en matière de biotechnologie relative au secteur de la santé; à fournir aux Canadiens et aux décideurs canadiens des outils de communication relatifs à la biotechnologie; à mettre en place un programme de statistiques portant sur la biotechnologie afin de fournir des données sur la performance canadienne en ce domaine.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	373
Agriculture et Agroalimentaire	150
Environnement	375
Pêches et Océans	250
Ressources naturelles	100
Santé	300
Statistique Canada	346
Total	1 894

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer

(Ces fonds seront utilisés pour mener des activités de soutien et de supervision, notamment la planification de l'initiative et le développement de la capacité à l'appui de l'établissement d'une nouvelle entité qui assurera le leadership en matière de lutte contre le cancer au Canada dans le cadre de la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer.)

Agence de la santé publique du Canada	1 000
Santé	4 492
Total	5 492

Fonds pour préparer, mettre en œuvre et administrer l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006

(Ces fonds se rapportent à la mise en œuvre de l'accord de 2006 entre le Canada et les États Unis régissant l'exportation du bois d'œuvre canadien aux États Unis. Ils serviront à couvrir les coûts liés à l'administration et à la mise en œuvre de l'Accord (ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), ceux liés à l'application, à la perception et à la gestion des nouveaux frais d'exportation qui toucheront le bois d'œuvre canadien exporté aux États-Unis (Agence du revenu du Canada) ainsi que ceux nécessaire à la prestation de services juridiques (ministère de la Justice).)

Affaires étrangères et Commerce international	10 671
Agence du revenu du Canada	9 292
Justice	96
Total	20 059

Fonds relatifs au transfert de la responsabilité à l'égard de l'administration des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique au gouvernement fédéral

(Ces fonds permettront à la Commission nationale des libérations conditionnelles et à Service correctionnel de recruter et de former les employés supplémentaires requis et de leur fournir des locaux en vue de gérer l'augmentation de la charge de travail associée au transfert de responsabilité du processus décisionnel en matière de libération conditionnelle dans le cas des contrevenants en Colombie-Britannique.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	574
Service correctionnel	1 128
Total	1 702

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Initiatives liées à la sécurité publique

(Ce financement permettra à l'Agence des services frontaliers du Canada d'achever ses activités de définition d'un projet de gestion de l'information et de technologie de l'information qui renforcera le partenariat entre les États Unis et le Canada pour l'Initiative relative à la sécurité des conteneurs. Par ailleurs, grâce à ces crédits, le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile pourra accroître les capacités de base en matière de gestion des mesures d'urgence par l'utilisation de nouvelles ressources pour les opérations dans la région de la capitale nationale et dans les provinces et territoires ainsi que par les liaisons internationales, les exercices, la formation et les évaluations de la vulnérabilité. De son côté, l'Agence de la santé publique du Canada utilisera les fonds pour élaborer un protocole maritime national sur la quarantaine afin de régler les problèmes surgissant en mer ou dans les ports canadiens.)

Agence de la santé publique du Canada	126
Agence des services frontaliers du Canada	5 793
Sécurité publique et Protection civile	10 122
Total	16 041

Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux

(Ces fonds tiennent compte des ententes négociées et conclues récemment, entre le 1^{er} août 2006 et le 14 décembre 2006, avec différentes unités de négociation et des groupes exclus ainsi que des sociétés d'État et d'autres employeurs distincts. Le montant demandé comprend également les fonds qui serviront à payer les coûts rétroactifs dans les cas où l'entente conclue récemment remplace une entente échue au cours des années précédentes.)

Secrétariat du Conseil du Trésor	101 569
Total	101 569

Report du budget de fonctionnement

(Il s'agit d'une pratique de gestion du Budget qui permet aux ministères de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à 5 p. 100 de leur budget de fonctionnement inscrit dans le budget principal des dépenses. Cette mesure offre aux ministères une certaine flexibilité pour gérer ou mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années.)

Administration du pipe-line du Nord	63
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	190
Environnement	22 267
Total	22 520

GRAND TOTAL	215 025
--------------------	----------------

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organismes à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour appuyer la Première nation Tr'ondëk Hwëch'in pour le développement et la gestion des ressources patrimoniales du Yukon		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	200 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000)
Pour appuyer le Fonds France-Canada pour la recherche, qui encourage et développe au niveau d'excellence dans le domaine de la recherche en enseignement supérieur		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	179 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(179 000)
Pour appuyer l'élaboration de matériel et d'activités d'apprentissage pour les jeunes Canadiens dans le cadre du Programme d'études canadiennes lié au Centre Juno Beach en Normandie (France)		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000
Anciens combattants	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(200 000)
Pour appuyer, par l'entremise du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le développement de programmes de réinstallation pour des réfugiés en Amérique latine		
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	1 000 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)
Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités, les autres secteurs et les institutions		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	264 353
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(264 353)
Pour appuyer l'étude de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé sur les soins infirmiers communautaires		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	55 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour appuyer l'Initiative relative à la transparence des industries extractives		
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	375 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(375 000)
Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society)		
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	15 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000)
Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques		
Office national de l'énergie	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	1 500 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 500 000)
Pour Canards Illimités afin de soutenir la recherche pour améliorer la compréhension des impacts potentiels du gaz carbonique dans les milieux humides		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	300 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(300 000)
Pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds		
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	708 710
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(708 710)
Pour des coûts de fonctionnement et des coûts en capital supplémentaires		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	542 770
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	352 900
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	(895 670)
Pour des coûts de fonctionnement supplémentaires		
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	350 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(350 000)
Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	176 567
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(176 567)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour des initiatives liées à la sécurité publique		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	126 000
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	75 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(201 000)
Pour des opérations d'aide humanitaire et de soutien de la paix au Soudan		
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	6 500 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(6 500 000)
Pour des projets de recherche ayant pour objectifs de renforcer et de consolider des réseaux de chercheurs et de praticiens dans le but d'influencer les politiques sociales et économiques, d'améliorer la prestation des soins de santé et de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des données probantes		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 55 (Paiements au Centre de recherches pour le développement international)	5 600 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(5 600 000)
Pour des rajustements salariaux au sein du Ministère		
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	37 200
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(37 200)
Pour effectuer des examens sur le plan éthique de tous les travaux de recherche portant sur des sujets humains de l'Agence de la santé publique du Canada		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	204 810
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(204 810)
Pour financer des services de santé et de recherche sur la santé de la population reliés à la surveillance du diabète		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	281 835
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(62 500)
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(219 335)
Pour fournir des services de sécurité et de soutien aux employés de l'Agence canadienne de développement international durant leur séjour en Iraq		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 200 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(1 200 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour fournir un soutien au personnel ministériel travaillant dans des missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 553 846
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	984 624
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(51 524)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(85 000)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(95 000)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(152 960)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	(214 000)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(336 500)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(346 386)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(472 120)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(560 980)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(710 000)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 514 000)
Pour fournir un soutien financier afin de maintenir le service de traversier Saint John-Digby		
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 000 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000)
Pour l'achat de la météorite du lac Tagish		
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	50 000
Agence spatiale canadienne	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Pour la mine Britannia – Centre d'interprétation de l'industrie minière et Promenade de la durabilité		
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	2 500 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 500 000)
Pour le coût des locaux pour le Secrétariat fédéral des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	58 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(58 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour le coût des locaux relatif au transfert du Programme de stage pour les jeunes de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada à Ressources humaines et Développement des compétences		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	35 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(35 000)
Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	217 498
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	154 998
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(372 496)
Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	168 000
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(84 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(84 000)
Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	50 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)
Pour les activités de vérification a posteriori du Programme canadien de prêts aux étudiants		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	410 000
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(410 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour les locaux en raison du transfert des Services de recouvrement national et de Conseils juridiques et litiges-recouvrements à l'Agence de revenu du Canada		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 872 000
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(1 872 000)
Pour les réparations apportées au site du Vieux-Port de Montréal relativement à l'aspect santé et sécurité		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 700 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 65 (Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement)	(1 700 000)
Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)		
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	375 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	372 500
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	346 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	300 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	250 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	150 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	100 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 893 500)
Pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer		
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	700 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(700 000)
Pour reconnaître la Société du Vieux-Port de Montréal inc. comme une entité séparée sous le portefeuille de Transports		
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	Crédit 84 (Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement)	17 100 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 65 (Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement)	(17 100 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans la région économique du Nord-Ouest du Pacifique		
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	100 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)
Pour une étude de faisabilité liée à la construction et au fonctionnement d'un centre de découvertes de Parcs Canada dans le Parc du lac Ontario		
Agence Parcs Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	862 854
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 2 (Contributions)	(862 854)
Pour un paiement forfaitaire reconnaissant l'expérience vécue par les résidents des pensionnats autochtones et ses répercussions (Paiements d'expérience commune)		
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	7 677 917
Affaires indiennes et du Nord canadien (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 52 (Dépenses de fonctionnement)	(7 677 917)
Pour un rajustement de l'affectation des ressources suite au transfert de responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	206 200
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(206 200)
Pour un soutien accru au fonctionnement de la Commission mixte internationale		
Commission mixte internationale	Crédit 60 (Dépenses du Programme)	220 709
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(220 709)
Vise à mettre en place le programme des diffuseurs (marchés) de Scène Québec		
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	300 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les transferts suivants entre deux organismes gouvernementaux ou plus résultent du transfert de responsabilités pour des initiatives précises découlant des modifications apportées aux rouages de l'État conformément à la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour le transfert de responsabilités du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones suite à la restructuration du gouvernement		
Affaires indiennes et du Nord canadien (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 52 (Dépenses de fonctionnement)	49 051 250
	Crédit 54 (Contributions)	1 500 000
Patrimoine canadien (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 85 (Dépenses de fonctionnement)	(49 051 250)
	Crédit 90 (Contributions)	(1 500 000)
Pour le transfert de responsabilités du Centre canadien des armes à feu suite à la restructuration du gouvernement		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 61 (Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement)	12 684 250
	Crédit 62 (Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement)	3 663 500
	Crédit 70 (Subventions et contributions)	3 500 000
Centre canadien des armes à feu	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement)	(12 684 250)
	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement)	(3 663 500)
	Crédit 30 (Contributions)	(3 500 000)
Pour le transfert de responsabilités du ministère du Commerce international suite à la restructuration du gouvernement		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	39 006 750
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	2 727 500
Commerce international	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement)	(39 006 750)
	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(2 727 500)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour le transfert de responsabilités du programme Entreprise autochtone Canada suite à la restructuration du gouvernement		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	5 388 793
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	21 962 658
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 388 793)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(21 962 658)
Pour le transfert de responsabilités du programme Premières nations sur Rescol suite à la restructuration du gouvernement		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	174 154
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	5 857 928
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(174 154)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(5 857 928)
Pour le transfert des responsabilités ministérielles à l'égard de Parc Downsview Park Inc. suite à la restructuration du gouvernement		
Transports	L32 (Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.)	2 492 000
	L34 (Pour établir une autorisation d'emprunter maximale de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.)	1
Bureau de l'infrastructure du Canada	L70 (Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.)	(2 492 000)
	L75 (Pour établir une autorisation d'emprunter maximale de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.)	(1)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « un dollar » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. De plus, l'Agence canadienne de développement international doit inscrire à la fois ses subventions et ses contributions à faire approuver par le Parlement. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation de la subvention (ou de la contribution dans le cas de l'Agence canadienne de développement international) est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut avoir besoin de réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans ce budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais il faudra prévoir pour chaque opération un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international– Ministère	10b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil » d'un montant de 583 209 \$.
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	35b	Pour autoriser l' augmentation des subventions inscrites au Budget des dépenses nommées « Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales » (117 875 000 \$), « Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales oeuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations, et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement » (62 000 000 \$), et « Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels » (58 959 340 \$), et une augmentation de la contribution nommée « Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération avec les pays en transition et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions,

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
		organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement » d'un montant de 825 000 \$.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses et nommée « Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes » d'un montant de 1 223 146 \$.
Anciens combattants – Ministère	10b	Pour autoriser l' augmentation des subventions inscrites au Budget des dépenses nommées « Allocation de traitement » (175 000 \$), « Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés » (150 000 \$) et « Commission des sépultures de guerre du Commonwealth » (352 000 \$).
Industrie – Ministère	10b	Pour autoriser la nouvelle subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subvention à CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du réseau Canet 5 » d'un montant de 24 000 000 \$.
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subventions et bourses » d'un montant de 179 000 \$.
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	85b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subventions et bourses » d'un montant de 264 353 \$.
Patrimoine canadien – Ministère	5b	Pour autoriser la nouvelle subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subvention à la Fondation nationale des réalisations autochtones » au montant de 10 000 000 \$.
Pêches et Océans – Ministère	10b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans » d'un montant de 245 000 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	5b	Pour autoriser la nouvelle subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subvention incitative aux apprentis » de 32 000 000 \$.
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	20b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel » d'un montant de 1 281 835 \$.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	70b	Pour autoriser l' augmentation de la subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions » d'un montant de 10 000 000 \$.

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	30b	Pour autoriser le virement de 1 477 200 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) pour couvrir les frais relatifs à une présence sécurisée en Afghanistan et pour assurer le soutien à l'administration centrale pour la livraison de l'aide (966 200 \$) et pour l'administration de contrats dont Travaux publics et Services gouvernementaux assumait la responsabilité auparavant (511 000 \$).
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 27 491 362 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) en raison de la diminution des besoins liée au report des fonds affectés aux contributions pour le règlement de revendications et la mise en œuvre.
	10b	Pour autoriser le virement de 3 400 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour des paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
	20b	Pour autoriser le virement de 375 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour le financement partiel de l'Enquête auprès des peuples autochtones menée par Statistique Canada visant à fournir un aperçu des données socioéconomiques, culturelles et sur la santé des populations autochtones et d'une élection au sein de la communauté Métis en Saskatchewan.
Anciens combattants – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 9 880 726 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) pour couvrir les frais juridiques liés à un recours collectif et les frais relatifs à la commémoration du 90 ^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et des cérémonies qui souligneront le décès des derniers anciens combattants canadiens de la Première Guerre mondiale.
Environnement – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 2 194 500 \$ du crédit 1 (Environnement) pour des contributions essentielles destinées au Centre canadien coopératif de la santé de la faune, au Fonds autochtone – Protection de l'habitat essentiel et à l'Initiative sur les normes agroenvironnementales nationales, pour la conservation de la diversité biologique et la compréhension des impacts sur la santé des écosystèmes.
Industrie – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Industrie) pour un paiement découlant d'une décision judiciaire à CvicLife.com Inc.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement de 2 640 000 \$ du crédit 25 (Industrie) pour contribuer au programme de Recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.
Patrimoine canadien – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 444 289 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour atténuer les pressions liées au fonctionnement relatives au Programme de célébration, de commémoration et d'apprentissage qui appuie des projets d'importance nationale visant à célébrer et à commémorer le Canada.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
	5b	Pour autoriser le virement de 4 527 950 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (2 900 000 \$) et pour des ententes Canada-communautés entre le gouvernement du Canada et le Conseil des ministres de l'Éducation (Programme des langues officielles) (1 628 000 \$).
Pêches et Océans – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 750 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) (25 000 \$); pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches dans le territoire du Nunavik (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques) (355 000 \$); et pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans (370 000 \$).
Ressources naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 10 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour tenir compte des changements apportés aux mécanismes de prestation de diverses initiatives liées notamment à des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental, à des programmes d'efficacité énergétique et d'énergies de remplacement, ainsi qu'à d'autres organisations qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Santé – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 11 017 277 \$ du crédit 5 (Santé) en raison de la diminution des besoins liée au report des fonds sous forme de contributions à des années subséquentes à la suite de délais dans l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de l'Initiative de développement des ressources humaines autochtones en santé et dans la signature d'ententes relatives au Fonds pour l'adaptation des services de santé aux Autochtones (9 637 727 \$), pour le financement des travaux de rénovation et d'entretien des établissements de santé des Premières nations et des Inuits (854 340 \$), pour régler les produits de santé naturels et délivrer des licences de mise en marché et d'exploitation pour ces produits de façon plus efficace (Programme des produits de santé naturels) (525 210 \$).
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	20b	Pour autoriser le virement de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Santé) pour le coût des projets de recherche visant à améliorer la santé de la population canadienne et à offrir de meilleurs produits et services de santé.
Sécurité publique et Protection civile – Service correctionnel	40b	Pour autoriser le virement de 25 196 184 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) en raison d'une diminution des besoins liée au report de divers projets d'immobilisation.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	61b	Pour autoriser le virement de 681 000 \$ du crédit 62 (Sécurité publique et Protection civile) pour la redistribution des diminutions provenant des restrictions budgétaires de 2006.
	70b	Pour autoriser le virement de 10 000 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) pour transférer les autorisations de dépenser disponibles en raison de délais dans la réinstallation des quartiers généraux.
Transports – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 3 731 688 \$ du crédit 10 (Transports) en raison du report du financement pour le programme de contribution pour la sûreté maritime.
	15b	Pour autoriser le virement de 290 000 \$ du crédit 10 (Transports) en raison du report du financement pour le programme de contribution pour la sûreté maritime.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
	20b	Pour autoriser le virement de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour fournir une aide supplémentaire à Marine Atlantique S.C.C. pour pallier l'augmentation des besoins de fonctionnement.
Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour une augmentation de la contribution accordée à l'Argentia Management Authority pour le projet du port d'Argentia.

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	1b	<p>Pour autoriser le virement de 39 006 750 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international) pour la responsabilité à l'égard du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement; 1 200 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) pour fournir des services de sécurité et de soutien aux employés de l'Agence canadienne de développement international durant leur séjour en Iraq; 542 770 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile) pour des coûts de fonctionnement supplémentaires; et un montant total de 3 553 846 \$ en provenance des ministères suivants afin de fournir de l'aide aux employés du ministère postés dans des missions à l'extérieur du pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 344 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) 560 980 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) 394 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale) 346 386 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) 334 920 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) 267 900 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) 152 960 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) 77 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) 43 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire); et

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
		32 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile).
	5b	<p>Pour autoriser le virement de 352 900 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile) pour des coûts de capital supplémentaires, et un montant total de 984 624 \$ en provenance des ministères suivants afin de fournir de l'aide aux employés du ministère postés dans des missions à l'extérieur du pays :</p> <p>315 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale) 182 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) 169 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) 137 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) 68 600 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) 51 524 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) 42 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) 18 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration).</p>
	10b	<p>Pour autoriser le virement de 2 727 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) pour la responsabilité à l'égard du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement; 84 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et 84 000 \$ du crédit 1 (Santé) pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.</p>

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	35b	Pour autoriser le virement de 6 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour des opérations d'aide humanitaire et de soutien de la paix au Soudan; de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) pour soutenir le développement de programmes de réinstallation en Amérique latine via le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés; et de 375 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour soutenir l'initiative de transparence des industries extractives.
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherche pour le développement international	55b	Pour autoriser le virement de 5 600 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) pour des projets de recherche ayant pour objectifs de renforcer et de consolider des réseaux de chercheurs et de praticiens dans le but d'influencer les politiques sociales et économiques, d'améliorer la prestation des soins de santé et de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des données probantes.
Affaires étrangères et Commerce international – Commission mixte internationale	60b	Pour autoriser le virement de 220 709 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour un soutien accru au fonctionnement de la Commission mixte internationale.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 5 562 947 \$ du crédit 1 (Industrie) pour le transfert de la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada (5 388 793 \$) et de Premières nations sur Rescol (174 154 \$) comme suite à la restructuration du gouvernement.
	10b	Pour autoriser le virement de 27 820 586 \$ du crédit 10 (Industrie) pour le transfert de la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada (21 962 658 \$) et de Premières nations sur Rescol (5 857 928 \$) comme suite à la restructuration du gouvernement; et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour appuyer la Première nation Tr'ondëk Hwëch'in pour le développement et la gestion des ressources patrimoniales du Yukon.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	52b	Pour autoriser le virement de 49 051 250 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
	54b	Pour autoriser le virement de 1 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement.
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d'inspection des aliments	30b	Pour autoriser le virement de 372 500 \$ du crédit 1 (Industrie) pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie).
Citoyenneté et Immigration – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 217 498 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Défense nationale – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 176 567 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour des fonds inutilisés relatifs aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.
Environnement – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 300 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour Canards Illimités afin de soutenir la recherche pour améliorer la compréhension sur les impacts potentiels du gaz carbonique dans les milieux humides.
Environnement – Agence canadienne d'évaluation environnementale	20b	Pour autoriser le virement de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) pour des rajustements salariaux au sein du Ministère.
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75b	Pour autoriser le virement de 179 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour appuyer le Fonds France-Canada pour la recherche, qui encourage et développe un niveau d'excellence dans le domaine de la recherche en enseignement supérieur.
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	85b	Pour autoriser le virement de 264 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités, les autres secteurs et les institutions.
Industrie – Statistique Canada	95b	Pour autoriser le virement de 346 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 58 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour le coût des locaux pour le Secrétariat fédéral des Jeux olympiques et paralympiques d’hiver de 2010 à Vancouver.
	5b	Pour autoriser le virement de 200 000 \$ du crédit 10 (Anciens combattants) pour appuyer l’élaboration de matériel et d’activités d’apprentissage pour les jeunes Canadiens dans le cadre du Programme d’études canadiennes lié au Centre Juno Beach en Normandie (France).
Pêches et Océans – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 250 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour mener des projets liés au développement et à l’application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	1b	Pour autoriser le virement de 410 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour les activités de post-vérification liées au Programme canadien de prêts aux étudiants et de 35 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour le coût des locaux relatif au transfert du Programme de stage pour les jeunes de l’Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada à Ressources humaines et Développement des compétences.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère (Développement social)	10b	Pour autoriser le virement de 7 677 917 \$ du crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour un paiement forfaitaire reconnaissant l’expérience vécue par les résidants des pensionnats autochtones et ses répercussions (Paiements d’expérience commune).
Ressources naturelles – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour entreprendre des projets liés au développement et à l’application de la biotechnologie (Stratégie de Biotechnologie canadienne).
Ressources Naturelles – Office national de l’énergie	30b	Pour autoriser le virement de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Santé – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 204 810 \$ du crédit 35 (Santé) pour effectuer des examens sur le plan de l'éthique de tous les travaux de recherche sur des sujets humains de l'Agence de santé publique du Canada; et de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour mener des projets liés au développement et à l'application de biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie).
	5b	Pour autoriser le virement de 700 000 \$ du crédit 35 (Santé) pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer et de 154 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine Canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	20b	Pour autoriser le virement de 219 335 \$ du crédit 5 et de 62 500 \$ du crédit 40 (Santé) pour financer des services de santé et la recherche relative à la santé de la population portant sur la surveillance du diabète.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	35b	Pour autoriser le virement de 206 200 \$ du crédit 1 (Santé) pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique; et de 126 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour des initiatives liées à la sécurité publique.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	61b	Pour autoriser le virement de 12 684 250 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.
	62b	Pour autoriser le virement de 3 663 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.
	70b	Pour autoriser le virement de 3 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.
Transports – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) pour fournir un soutien financier afin de maintenir le service de traversier Saint John-Digby.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
	L32b	Pour autoriser le virement de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports) pour le transfert des responsabilités ministérielles liées au Parc Downsview Park Inc. comme suite à la restructuration du gouvernement.
	L34b	Pour autoriser le virement de 1 \$ du crédit L75 (Transports) pour le transfert des responsabilités ministérielles liées au Parc Downsview Park Inc. comme suite à la restructuration du gouvernement. Cela est un poste non budgétaire qui établit une autorisation d'emprunter jusqu'à un maximum de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Inc. En tant que poste non budgétaire, ce poste a été inscrit dans le Budget principal des dépenses sous le montant théorique de 1 \$.
Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada	60b	Pour autoriser le virement de 708 710 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du Programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds.
Transports – Société du Vieux-Port de Montréal inc.	84b	Pour autoriser le virement de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports) pour reconnaître la Société du Vieux-Port de Montréal inc. comme une entité séparée sous le portefeuille de Transports.
Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de 67 535 351 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) en raison d'une diminution des besoins en capital liée au report de fonds aux années à venir et de 1 872 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour les locaux en raison du transfert des Services de recouvrement national et de Conseils juridiques et litiges-recouvrements à l'Agence du revenu du Canada.
	5b	Pour autoriser le virement de 1 700 000 \$ du crédit 65 (Transports) pour les réparations apportées au site du Vieux-Port de Montréal relativement à l'aspect santé et sécurité.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. Modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	13b	Pour radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007.
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	13b	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)(b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 006 750 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 200 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 344 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 560 980 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 542 770 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 394 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 346 386 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 334 920 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 267 900 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 152 960 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 77 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 43 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 32 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 276 732 817	37 582 657	1	1 314 315 475
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 352 900 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 315 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 182 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile), de 169 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 137 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 68 600 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 51 524 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 42 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 18 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	142 197 500	1 337 524	1	143 535 025
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 727 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 84 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 84 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	747 768 639	2 945 500	1	750 714 140
12a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 100 000 \$US (soit l'équivalent à 122 201 000 \$CAN au taux de change de 1,11 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants : République du Cameroun 2 981 000 \$ République démocratique du Congo 1 559 000 \$ République de Madagascar 29 408 000 \$ République du Rwanda 4 072 000 \$ République-Unie de Tanzanie 58 603 000 \$ République de Zambie 25 578 000 \$	122 201 000	.....	.....	122 201 000

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0040, la responsabilité du ministère du Commerce international a été transférée à Affaires étrangères et Commerce international et les deux combinés relèvent du ministre des Affaires étrangères depuis le 6 février 2006 (41 734 250 \$).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
13b Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$ .....	.....	.....	1	1
(L) Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	.....	.....	250 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 078 000	.....	.....	99 078 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	.....	.....	.....	.....
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	18 300 000	.....	.....	18 300 000
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
Total des dépenses budgétaires.....	2 406 673 800	41 865 681	4	2 448 539 485
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	209 000 000	.....	.....	209 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	209 000 000	.....	.....	209 000 000
Total du Ministère.....	2 615 673 800	41 865 681	4	2 657 539 485
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère				
15b Dépenses de fonctionnement	39 006 750	(39 006 750)	.....	.....
20b Contributions	2 727 500	(2 727 500)	.....	.....
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile .....	.....	.....	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	.....	.....	.....
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	.....	.....	.....	.....
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	41 734 250	(41 734 250)	.....	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Corporation commerciale canadienne				
25 Dépenses du Programme.....	15 969 000	.....	.....	15 969 000
Total de l'organisme	15 969 000	.....	.....	15 969 000
Agence canadienne de développement international				
30b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 477 200 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	214 476 565	1 477 200	1	215 953 766
35b Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 375 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	2 472 740 751	(402 200)	1	2 472 338 552
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	279 962 000	.....	.....	279 962 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 728 000	.....	.....	23 728 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 990 980 238	1 075 000	2	2 992 055 240
L40a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	.....	2
L45 Paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 269 586	.....	.....	3 269 586
L50b Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	55 000 000	.....	19 906 000	74 906 000
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses non budgétaires.....	58 269 588	.....	19 906 000	78 175 588
Total de l'organisme	3 049 249 826	1 075 000	19 906 002	3 070 230 828
Centre de recherches pour le développement international				
55b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 600 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	135 817 000	5 600 000	1	141 417 001
Total de l'organisme	135 817 000	5 600 000	1	141 417 001

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission mixte internationale				
60b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 709 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	5 718 619	220 709	1	5 939 329
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	528 000	.....	.....	528 000
Total de l'organisme	6 246 619	220 709	1	6 467 329
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
65 Dépenses du Programme.....	2 789 000	.....	.....	2 789 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 000	.....	.....	202 000
Total de l'organisme	2 991 000	.....	.....	2 991 000
Total du portefeuille.....	5 867 681 495	7 027 140	19 906 008	5 894 614 643

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international
(Affaires étrangères) demande des fonds pour
les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Fonds pour préparer, mettre en œuvre et administrer l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>).....	9 721	950	.....	.....	10 671
Financement accru pour des paiements tenant lieu d'impôts pour certaines propriétés diplomatiques étrangères au Canada.....	.....	.....	583	.....	583
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrus de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	.....	.....	500
Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$.....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	10 221	950	583	.....	11 754
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10 221	950	583	.....	11 754
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....
Transferts					
Transfert de Commerce international – Pour la responsabilité du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement.....	39 007	.....	2 727	.....	41 734
Transfert de Patrimoine canadien – Pour fournir un soutien au personnel de Patrimoine canadien travaillant dans des missions à l'étranger.....	1 345	169	.....	.....	1 514
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir des services de sécurité et de soutien aux employés de l'Agence canadienne de développement international durant leur séjour en Iraq.....	1 200	.....	.....	.....	1 200
Transfert de Service canadien du renseignement de sécurité – Pour des coûts supplémentaires de fonctionnement et en capital.....	543	353	.....	.....	896
Transfert de la Défense nationale – Pour fournir un soutien au personnel de la Défense nationale travaillant dans des missions à l'étranger.....	394	316	.....	.....	710
Transfert de Ressources naturelles – Pour fournir un soutien au personnel de Ressources naturelles travaillant dans des missions à l'étranger.....	561	.....	.....	.....	561
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence des services frontaliers du Canada travaillant dans des missions à l'étranger.....	335	137	.....	.....	472

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour fournir un soutien au personnel de Sécurité publique et Protection civile travaillant dans des missions à l'étranger	346	.....	.....	.....	346
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir un soutien au personnel du Secrétariat du Conseil du Trésor travaillant dans des missions à l'étranger.....	268	69	.....	.....	337
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour fournir un soutien au personnel de la Gendarmerie royale du Canada travaillant dans des missions à l'étranger.....	32	182	.....	.....	214
Transfert de Santé (84 \$) et d'Environnement (84 \$) – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	.....	.....	168	.....	168
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour fournir un soutien au personnel de Ressources humaines et Développement des compétences travaillant dans des missions à l'étranger	153	.....	.....	.....	153
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour fournir un soutien au personnel de Citoyenneté et Immigration travaillant dans des missions à l'étranger.....	77	18	.....	.....	95
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans des missions à l'étranger	43	42	.....	.....	85
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour fournir un soutien au personnel d'Agriculture et Agroalimentaire travaillant dans des missions à l'étranger .....	.....	52	.....	.....	52
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants .....	.....	.....	50	.....	50
Transfert à la Commission mixte internationale – Pour un soutien accru au fonctionnement de la Commission mixte internationale	(221)	.....	.....	.....	(221)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour des opérations d'aide humanitaire et de soutien de la paix au Soudan.....	(6 500)	.....	.....	.....	(6 500)
Présent budget supplémentaire des dépenses	37 583	1 338	2 945	.....	41 866

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 10 221 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de gains sur devises résultant de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux monnaies locales acquises pour être utilisées dans les missions à l'étranger.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 950 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en capital à l'égard de la construction d'une ambassade à Bagdad et pour le Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 583 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions à l'égard du Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Services communs et infrastructure – Soutien de l'administration centrale</i>		
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	583 209	.....
Montant total brut des subventions	583 209	.....
Contributions		
<i>Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie</i>		
Programme d'appui à l'investissement dans les communautés.....	2 727 500	.....
<i>Enjeux mondiaux</i>		
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	68 000	.....
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	150 000	.....
	218 000	.....
Montant total brut des contributions	2 945 500	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 528 709	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	583 209	.....
Montant net des paiements de transfert	2 945 500	.....

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 15	Crédit 20	Total
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la responsabilité du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(39 007)	(2 727)	(41 734)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Crédit L50	Total
Subventions additionnelles telles qu'inscrites aux organisations internationales.....	.....	205 000	.....	205 000
Financement pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé.....	.....	.....	19 906	19 906
Fonds pour des opérations d'aide humanitaire et de soutien de la paix au Soudan.....	.....	13 500	.....	13 500
Fonds pour des activités d'aide humanitaire et des projets de reconstruction au Liban.....	.....	13 284	.....	13 284
Montant brut des crédits à adopter	.....	231 784	19 906	251 690
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	231 784	.....	231 784
Total des crédits à adopter	.....	.....	19 906	19 906
Transferts				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour des opérations d'aide humanitaire et de soutien de la paix au Soudan.....	.....	6 500	.....	6 500
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour appuyer, par l'entremise du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le développement de programmes de réinstallation pour des réfugiés en Amérique latine.....	.....	1 000	.....	1 000
Transfert des Ressources naturelles – Pour appuyer l'Initiative relative à la transparence des industries extractives.....	.....	375	.....	375
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les frais relatifs à une présence sécurisée en Afghanistan et pour assurer le soutien à l'administration centrale pour la livraison de l'aide....	966	(966)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'administration de contrats dont Travaux publics et services gouvernementaux assumait la responsabilité auparavant.....	511	(511)	.....	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir des services de sécurité et de soutien aux employés de l'Agence canadienne de développement international durant leur séjour en Iraq.....	.....	(1 200)	.....	(1 200)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour des projets de recherche ayant pour objectif de renforcer et de consolider des réseaux de chercheurs et de praticiens dans le but d'influencer les politiques sociales et économiques, d'améliorer la prestation des soins de santé et de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des données probantes.....	.....	(5 600)	.....	(5 600)
Total des transferts	1 477	(402)	.....	1 075
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 477	(402)	19 906	20 981

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 231 784 340 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : de changements apportés au mode de prestation prévu pour certains projets qui sont passés de programmes de contribution à des programmes de subventions (159 784 340 \$); de délais dans l'approbation de projets d'aide à divers pays (52 000 000 \$); et d'une diminution de la demande d'aide provenant de partenaires du secteur privé (20 000 000 \$).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	40 500 000	.....
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels.....	31 959 340	.....
	72 459 340	.....
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	77 375 000	.....
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	62 000 000	.....
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels.....	27 000 000	.....
	166 375 000	.....
Montant total brut des subventions	238 834 340	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération avec les pays en transition et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	825 000	.....
Montant total brut des contributions	825 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	239 659 340	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	231 784 340	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	8 277 200	.....
Montant net des paiements de transfert	(402 200)	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des projets de recherche ayant pour objectifs de renforcer et de consolider des réseaux de chercheurs et de praticiens dans le but d'influencer les politiques sociales et économiques, d'améliorer la prestation des soins de santé et de contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des données probantes.....	5 600

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 60</u>
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour un soutien accru au fonctionnement de la Commission mixte internationale	221

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 491 362 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 5 562 947 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	663 823 094	33 054 309	1	696 877 404
5b Dépenses en capital.....	28 708 000	(3 400 000)	.....	25 308 000
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 400 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 27 820 586 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	5 372 497 220	3 170 514	1	5 375 667 735
15a Paiements à la Société canadienne des postes	40 900 000	.....	.....	40 900 000
20b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	7 429 900	375 000	1	7 804 901
25b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....	31 029 000	(375 000)	.....	30 654 000
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	137 636 000	.....	.....	137 636 000
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 974 000	.....	.....	35 974 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 411 000	.....	.....	54 411 000
Total des dépenses budgétaires.....	6 377 368 136	32 824 823	3	6 410 192 962

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-1351, la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada (27 351 451 \$) et de Premières nations sur Rescol (6 032 082 \$) a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, et cette mesure prend effet le 1^{er} décembre 2006.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L30a Prêts à des revendicateurs autochtones	39 603 000	.....	.....	39 603 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	49 740 000	.....	.....	49 740 000
Total des dépenses non budgétaires	89 343 000	.....	.....	89 343 000
Total du Ministère	6 466 711 136	32 824 823	3	6 499 535 962
Commission canadienne des affaires polaires				
40a Dépenses du Programme	949 250	.....	.....	949 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme	1 020 250	.....	.....	1 020 250
Commission des revendications particulières des Indiens				
45b Dépenses du Programme	6 135 750	.....	20 000	6 155 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	529 000	.....	.....	529 000
Total de l'organisme	6 664 750	.....	20 000	6 684 750
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
52b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 051 250 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	192 758 500	41 373 333	1	234 131 834
54b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	4 500 001	1 500 000	1	6 000 002
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 406 000	.....	.....	6 406 000
Total de l'organisme	203 664 501	42 873 333	2	246 537 836
Total du portefeuille	6 678 060 637	75 698 156	20 005	6 753 778 798

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0399, transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du ministre du Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, prenant effet le 19 mai 2006 (50 551 250 \$.)

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour règlements extrajudiciaires	21 087	.....	.....	21 087
Financement pour participer à l'Enquête auprès des peuples autochtones menée par Statistique Canada visant à fournir un aperçu des données socioéconomiques, culturelles et sur la santé des populations autochtones	9 350	.....	.....	9 350
Fonds à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de redressement afin d'améliorer la capacité des Premières nations à gérer leurs questions financières.....	.....	.....	3 600	3 600
Fonds pour l'élaboration d'un cadre réglementaire en vertu de la <i>Loi sur le développement commercial et industriel des Premières nations</i> afin d'améliorer les possibilités de développement économique des communautés des Premières nations sur les réserves	2 108	.....	.....	2 108
Fonds à l'appui des Cris, des Naskapis et des Inuits pour faire face à l'augmentation des coûts liés aux ententes de règlement des revendications qui découlent de la révision des données démographiques ainsi qu'à l'indexation du montant de base en capital pour les Cris .....	.....	.....	1 281	1 281
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontale</i>)..	49	.....	.....	49
Montant brut des crédits à adopter	32 594	.....	4 881	37 475
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 103	.....	4 881	9 984
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	27 491	.....	.....	27 491
Total des fonds disponibles	32 594	.....	4 881	37 475
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour le transfert de la responsabilité du programme Entreprise autochtone Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	5 389	.....	21 963	27 352
Transfert d'Industrie – Pour le transfert de la responsabilité du programme Premières nations sur Rescol comme suite à la restructuration du gouvernement	174	.....	5 858	6 032
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer la Première nation Tr'ondék Hwëch'in pour le développement et la gestion des ressources patrimoniales du Yukon .....	.....	.....	200	200
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	.....	(3 400)	3 400	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le règlement de revendications et la mise en œuvre	27 491	.....	(27 491)	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transferts à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants .....	.....	.....	(50)	(50)
Transfert au Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds.....	.....	.....	(709)	(709)
Total des transferts	33 054	(3 400)	3 171	32 825
Présent budget supplémentaire des dépenses	33 054	(3 400)	3 171	.....

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement partiel de l'Enquête auprès des peuples autochtones menée par Statistique Canada visant à fournir un aperçu des données socioéconomiques, culturelles et sur la santé des populations autochtones et d'une élection au sein de la communauté Métis en Saskatchewan.....		375	(375)
Présent budget supplémentaire des dépenses	375	(375)	32 825

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 32 594 362 \$ sont disponibles : 5 103 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report du règlement de revendications particulières (1 400 000 \$), du Système d'inscription des Indiens (2 585 000 \$) et du projet gazier Mackenzie (1 118 000 \$); et 27 491 362 \$ du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le règlement de revendications particulières.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 880 906 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le règlement de revendications particulières.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	1 223 146	.....
Montant total brut des subventions	1 223 146	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Paievements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	3 600 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	257 760	.....
	3 857 760	.....
<i>Accès aux capitaux et développement économique</i>		
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	21 962 658	.....
<i>Éducation</i>		
Contributions en vertu du programme Rescol	5 857 928	.....
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Paievements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	3 400 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	36 301 492	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>4 880 906</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>28 625 072</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	2 795 514	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Commission des revendications particulières des Indiens

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des revendications particulières des Indiens demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds consacrés aux dépenses de fonctionnement en raison de l'accroissement de la charge de travail liée aux enquêtes de la Commission.....	20

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 52	Crédit 54	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement	49 051	1 500	50 551
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Pour un paiement forfaitaire reconnaissant l'expérience vécue par les résidents des pensionnats autochtones et ses répercussions (Paiements d'expérience commune).....	(7 678)	.....	(7 678)
Présent budget supplémentaire des dépenses	41 373	1 500	42 873

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Règlement des réclamations</i>		
Contributions au titre du règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration	1 500 000	.....

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES
RÉGIONS DU QUÉBEC**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement	45 414 000	.....	.....	45 414 000
5b Contributions	360 723 000	(300 000)	.....	360 423 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 737 000	.....	.....	5 737 000
Total du portefeuille.....	411 874 000	(300 000)	.....	411 574 000

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts

Crédit 5

Transfert à la Société du Centre national des Arts – Visé à mettre en place le programme des diffuseurs (marchés) de
Scène Québec.....

(300)

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement	85 836 200	.....	.....	85 836 200
5b Contributions	297 340 000	(1 000 000)	.....	296 340 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 572 000	.....	.....	8 572 000
Total du Ministère.....	391 748 200	(1 000 000)	.....	390 748 200
Société d'expansion du Cap-Breton				
10a Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 655 000	.....	.....	8 655 000
Total de l'organisme	8 655 000	.....	.....	8 655 000
Total du portefeuille.....	400 403 200	(1 000 000)	.....	399 403 200

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts

Crédit 5

Transfert à Transports – Pour fournir un soutien financier afin de maintenir le service de traversier Saint John-Digby..

(1 000)

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses du Programme.....	2 736 683 310	.....	35 407 000	2 772 090 310
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	96 089 000	.....	.....	96 089 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	393 484 000	.....	.....	393 484 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	187 000 000	.....	.....	187 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	18 503 000	.....	.....	18 503 000
Total du portefeuille.....	3 431 832 232	.....	35 407 000	3 467 239 232

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour des mesures législatives et des initiatives stratégiques découlant du Budget fédéral de 2006, telles que la réduction du taux de la taxe sur les produits et services et les mesures relatives aux crédits d'impôt personnels, au revenu des particuliers et aux sociétés	30 642
Fonds pour la mise en œuvre de l'accord sur l'administration unique de l'impôt des sociétés dans la province de l'Ontario	13 884
Fonds pour préparer, mettre en œuvre et administrer l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>)	9 292
Fonds pour la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés	5 878
Montant brut des crédits à adopter	<u>59 696</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	24 289
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>35 407</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 24 289 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards dans l'approbation des modifications législatives proposées à l'Initiative sur les fiducies à l'étranger et les entités de placement étrangères.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	736 697 664	98 476	9 305 036	746 101 176
5b	Dépenses en capital.....	43 625 000	.....	7 586 000	51 211 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	744 351 000	.....	88 410 256	832 761 256
<u>13b</u>	Pour radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007.....	.....	.....	1	1
15a	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances de crédit printanières et la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	2	.....	.....	2
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	617 420 000	.....	421 300 000	1 038 720 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Assurance-production.	406 970 000	.....	.....	406 970 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	.....	.....	65 500 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Projets de politiques agricoles	4 180 000	.....	.....	4 180 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 308 000	.....	.....	74 308 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	873 000 000	.....	.....	873 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré .....	.....	.....	1 076 000	1 076 000
Total du Ministère.....	3 575 324 589	98 476	527 677 293	4 103 100 358
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 513 000	.....	.....	3 513 000
Total de l'organisme	3 513 000	.....	.....	3 513 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30b Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 372 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	560 003 963	287 500	1	560 291 464
35a Dépenses en capital.....	28 144 346	.....	.....	28 144 346
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	.....	.....	1 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 904 000	.....	.....	72 904 000
Total de l'organisme	662 552 309	287 500	1	662 839 810
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	24 917 700	.....	.....	24 917 700
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 683 000	.....	.....	10 683 000
Total de l'organisme	35 473 700	.....	.....	35 473 700
Total du portefeuille.....	4 276 863 598	385 976	527 677 294	4 804 926 868

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Fonds à l'appui du Programme de cultures de couverture établi en réponse aux dommages causés par les inondations en 2005 et 2006*	1 400	.....	38 950	.....	40 350
Fonds pour encourager les investissements afin de permettre au secteur de favoriser la transformation et la transition des agriculteurs, des secteurs agroalimentaires et des produits agricoles biologiques vers de nouveaux secteurs prometteurs (Initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture)	945	.....	32 890	.....	33 835
Fonds à l'appui de la création du développement continu et du fonctionnement des réseaux de recherches sur les bioproduits (Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles)	6 883	8 250	9 000	.....	24 133
Subvention pour l'Institut canadien des politiques agroalimentaires qui établit un environnement neutre en ce qui concerne le dialogue sur les questions politiques essentielles à l'avenir du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ...	.....	.....	15 000	.....	15 000
Fonds pour faciliter l'élimination des tissus pouvant être porteurs de l'agent transmetteur de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et pouvant infecter les chaînes d'alimentation humaine et animale.....	67	.....	5 000	.....	5 067
Fonds pour aider les producteurs dont les cultures sont touchées par le nématode doré, plus particulièrement les producteurs de patates du Québec, afin de leur fournir une aide financière immédiate ainsi que des programmes axés sur le renouveau permettant d'évaluer les conséquences à long terme (Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré).....	75	.....	.....	.....	75
Autorisation de radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007.....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	9 370	8 250	100 840	.....	118 460
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	65	664	12 430	.....	13 159
Total des crédits à adopter	9 305	7 586	88 410	.....	105 301

* Un montant de 38 950 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....					421 300
Fonds pour aider les producteurs dont les cultures sont touchées par le nématode doré, plus particulièrement les producteurs de patates du Québec, afin de leur fournir une aide financière immédiate ainsi que des programmes axés sur le renouveau permettant d'en évaluer les conséquences à long terme (Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré).....					1 076
Total des crédits législatifs					422 376
Total des rajustements des crédits					527 677

Transferts

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontale</i>).....	150	.....	.....	.....	150
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel d'Agriculture et Agroalimentaire travaillant dans des missions à l'étranger.....	(52)	.....	.....	.....	(52)
Total des transferts	98	.....	.....	.....	98
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 403	7 586	88 410	.....	527 775

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 65 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un rajustement pour le coût des locaux nécessaires au Programme d'avances printanières bonifié qui était inclus dans les niveaux de référence d'Agriculture et Agroalimentaire.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 664 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des ventes de biens immobiliers moins élevées que prévu.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 12 430 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report du Programme de réserve pour pertes sur prêts relatifs à l'abattage de ruminants.

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
Paiements de subventions pour le Programme de cultures de couverture (<i>Les fonds affectés à ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>)	38 950 000	.....
Paiement de subventions pour l'Institut canadien des politiques agroalimentaires	15 000 000	.....
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré .....	.....	1 076 000
	53 950 000	1 076 000
Montant total brut des subventions	53 950 000	1 076 000
<u>Contributions</u>		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	.....	421 300 000
Paiements de contributions pour les Initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture....	32 890 256	.....
Contributions à l'appui de l'initiative de facilitation de l'élimination des matières à risque spécifiées	5 000 000	.....
	37 890 256	421 300 000
<i>Innovation et renouvellement</i>		
Paiements de contributions pour le Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles.	9 000 000	.....
Montant total brut des contributions	46 890 256	421 300 000
Montant total brut des paiements de transfert	100 840 256	422 376 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	12 430 000	.....
Montant net des paiements de transfert	88 410 256	422 376 000

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Transferts</u>	<u>Crédit 30</u>
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	373
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans des missions à l'étranger.....	(85)
Présent budget supplémentaire des dépenses	288

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 880 726 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	862 509 592	9 880 726	1	872 390 319
5b Dépenses en capital.....	32 956 000	(9 880 726)	.....	23 075 274
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 343 915 000	(200 000)	1	2 343 715 001
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	9 833 594	.....	.....	9 833 594
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 950 000	.....	.....	39 950 000
Total du portefeuille.....	3 289 434 108	(200 000)	2	3 289 234 110

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la prestation de soins à domicile aux anciens combattants et les dispensateurs de soins principaux qualifiés, et pour les soins intermédiaires aux anciens combattants dans les établissements communautaires.....	.....	.....	15 000	15 000
Fonds pour couvrir les frais juridiques liés au recours collectif concernant l'administration des comptes sous tutelle des anciens combattants (litige Authorson).....	5 293	.....	.....	5 293
Fonds pour honorer les héros militaires canadiens par la commémoration du 90 ^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et des cérémonies qui souligneront le décès des derniers anciens combattants canadiens de la Première Guerre mondiale ...	4 588	.....	.....	4 588
Fonds destinés à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	.....	.....	352	352
Fonds pour des traitements et des indemnités connexes pour les anciens combattants hospitalisés à l'égard des affections ouvrant droit à pension.....	.....	.....	175	175
Fonds pour de l'aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des forces armées.....	.....	.....	150	150
Montant brut des crédits à adopter	9 881	.....	15 677	25 558
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	15 677	15 677
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	9 881	.....	.....	9 881
Total des fonds disponibles	9 881	.....	15 677	25 558
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les frais juridiques liés à un recours collectif et les frais relatifs à la commémoration du 90 ^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et des cérémonies qui souligneront le décès des derniers anciens combattants canadiens de la Première Guerre mondiale ...	9 881	(9 881)	.....	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour appuyer l'élaboration de matériel et d'activités d'apprentissage pour les jeunes Canadiens dans le cadre du Programme d'études canadiennes lié au Centre Juno Beach en Normandie (France).....	.....	.....	(200)	(200)
Total des transferts	9 881	(9 881)	(200)	(200)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 881	(9 881)	(200)	(200)

ANCIENS COMBATTANTS

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 9 880 726 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison des délais dans l'attribution du contrat pour les rénovations de l'Hôpital Sainte-Anne à Montréal.

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 15 677 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un taux de participation plus bas que prévu relativement aux indemnités d'invalidité aux termes de la nouvelle Charte des anciens combattants.

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier</i>		
Allocation de traitement.....	175 000	.....
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	150 000	.....
	325 000	.....
<i>Le Canada se souvient</i>		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	352 000	.....
Montant total brut des subventions	677 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Avantages pour soins de santé</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....		
	15 000 000	.....
Montant total brut des contributions	15 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	15 677 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	15 677 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	200 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(200 000)	.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	485 912 176	(1 095 000)	.....	484 817 176
2a Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 986 871 \$ relativement à des prêts versés aux immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	986 871	.....	.....	986 871
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 217 498 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	598 586 000	117 498	1	598 703 499
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 114 000	.....	.....	43 114 000
Total des dépenses budgétaires	1 128 671 969	(977 502)	1	1 127 694 468
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires	1	.....	.....	1
Total du Ministère	1 128 671 970	(977 502)	1	1 127 694 469
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10a Dépenses du Programme	107 079 070	.....	.....	107 079 070
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 115 860	.....	.....	14 115 860
Total de l'organisme	121 194 930	.....	.....	121 194 930
Total du portefeuille	1 249 866 900	(977 502)	1	1 248 889 399

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	217	217
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration dans des missions à l'étranger	(95)	.....	(95)
Transfert à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans la région économique du Nord-Ouest du Pacifique.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour appuyer, par l'entremise du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le développement de programmes de réinstallation pour des réfugiés en Amérique latine.....	(1 000)	.....	(1 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 095)	117	(978)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Programme d'intégration</i>		
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle	217 498	.....
Montant total brut des paiements de transfert	217 498	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	100 000	.....
Montant net des paiements de transfert	117 498	.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1b	Dépenses de fonctionnement	166 471 168	(356 500)	9 826 649	175 941 317
2b	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	114 836 001	(842 854)	1 000 000	114 993 147
5	Éventualités du gouvernement	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10b	Initiatives pangouvernementales.....	13 000 000	.....	667 000	13 667 000
15b	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour <u>augmenter</u> d’autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de <u>l’administration publique fédérale</u> , y compris les membres de la <u>Gendarmerie royale du Canada</u> et les Forces canadiennes, <u>les personnes nommées par le</u> <u>gouverneur en conseil et les sociétés d’État au sens de</u> <u>l’article 83 de la Loi sur la gestion des finances</u> <u>publiques</u>	407 994 000	.....	101 569 000	509 563 000
20a	Assurances de la fonction publique	1 666 846 228	.....	.....	1 666 846 228
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	20 684 000	.....	.....	20 684 000
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des</i> <i>pensions du service public</i>	20 000	.....	.....	20 000
	Total du Secrétariat	3 139 924 319	(1 199 354)	113 062 649	3 251 787 614
École de la fonction publique du Canada					
25a	Dépenses du Programme.....	84 641 000	.....	.....	84 641 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 544 000	.....	.....	6 544 000
(L)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction</i> <i>publique du Canada</i>	20 000 000	.....	5 971 000	25 971 000
	Total de l’organisme	111 185 000	.....	5 971 000	117 156 000
Bureau du directeur des lobbyistes					
27a	Dépenses du Programme.....	3 151 666	.....	.....	3 151 666
	Total de l’organisme	3 151 666	.....	.....	3 151 666
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
30a	Dépenses du Programme.....	98 630 135	.....	.....	98 630 135
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	9 205 000	.....	.....	9 205 000
	Total de l’organisme	107 835 135	.....	.....	107 835 135
	Total du portefeuille.....	3 362 096 120	(1 199 354)	119 033 649	3 479 930 415

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Géré à l'échelle du ministère				Total
	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 10	Crédit 15	
Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	.....	.....	101 569	101 569
Financement à l'échelle pangouvernementale afin de mettre en place les nouvelles exigences de la Politique sur la vérification interne.....	1 678	.....	11 147	.....	12 825
Fonds consacrés à l'analyse approfondie des options relatives à l'approche de services partagés concernant les services financiers, de ressources humaines et de gestion du matériel ainsi que les systèmes connexes	8 149	.....	.....	.....	8 149
Fonds destinés au Centre Harbourfront pour poursuivre sa programmation d'activités culturelles et récréatives dans le secteur riverain de Toronto .....	.....	1 000	.....	.....	1 000
Montant brut des crédits à adopter	9 827	1 000	11 147	101 569	123 543
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	10 480	.....	10 480
Total des crédits à adopter	9 827	1 000	667	101 569	113 063
Transferts					
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des conférences annuelles visant à susciter des discussions sur des questions d'intérêt public actuelles et les progrès réalisés en matière de gestion de la fonction publique (Forum des politiques publiques).....	(20)	20	.....	.....	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du Secrétariat du Conseil du Trésor travaillant dans des missions à l'étranger	(337)	.....	.....	.....	(337)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour une étude de faisabilité liée à la construction et au fonctionnement d'un centre de découvertes de Parcs Canada dans le Parc du lac Ontario.....	.....	(863)	.....	.....	(863)
Total des transferts	(357)	(843)	.....	.....	(1 200)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 470	157	667	101 569	111 863

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 10 480 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un montant provenant des restrictions des dépenses en 2006 qui était inscrit dans les budgets des dépenses précédents à titre d'information seulement.

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Élaboration et surveillance de la politique de gestion</i>		
Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche.....	20 000	.....
<i>Revitalisation du secteur riverain de Toronto</i>		
Programme de financement du Centre Harbourfront.....	1 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 020 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>862 854</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	157 146	.....

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Total
Hausse à l'égard de la prévision des revenus disponibles dans le cadre des activités.....	5 971

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses du Programme.....	133 715 363	.....	.....	133 715 363
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	149 622	.....	.....	149 622
(L) Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, <u>ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</u> – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	16 976	.....	.....	16 976
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 695 000	.....	.....	15 695 000
Total du Ministère.....	149 722 805	.....	.....	149 722 805
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5a Dépenses du Programme.....	5 978 000	.....	.....	5 978 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	454 000	.....	.....	454 000
Total de l'organisme	6 432 000	.....	.....	6 432 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10a Dépenses du Programme.....	27 159 856	.....	.....	27 159 856
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 652 000	.....	.....	3 652 000
Total de l'organisme	30 811 856	.....	.....	30 811 856
Directeur général des élections				
15 Dépenses du Programme.....	21 468 000	.....	.....	21 468 000
(L) Traitement du directeur général des élections	224 000	.....	.....	224 000
(L) Dépenses d'élections.....	61 455 000	.....	40 043 000	101 498 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 079 000	.....	.....	4 079 000
Total de l'organisme	87 226 000	.....	40 043 000	127 269 000
Commissaire aux langues officielles				
20a Dépenses du Programme.....	17 821 950	.....	.....	17 821 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 121 000	.....	.....	2 121 000
Total de l'organisme	19 942 950	.....	.....	19 942 950

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0226, le Secrétariat de la Commission des nominations publiques est désigné comme « ministère » pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à compter du 21 avril 2006.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
23b	Dépenses du Programme.....	.....	985 966	985 966
	Total de l'organisme .....	.....	985 966	985 966
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
25	Dépenses du Programme.....	2 600 000	.....	2 600 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300 000	.....	300 000
	Total de l'organisme	2 900 000	.....	2 900 000
	Total du portefeuille.....	297 035 611	41 028 966	338 064 577

CONSEIL PRIVÉ
Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Total
Fonds pour la préparation de la 40 ^e élection générale, la conduite des élections partielles de novembre 2006 et l'achèvement de la 39 ^e élection générale tenue en janvier 2006; pour le versement d'une allocation trimestrielle aux partis politiques enregistrés; et pour la mise en œuvre de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i>	40 043

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
<i>Élections</i>		
(L) Remboursement des dépenses électorales de la 39 ^e élection générale aux candidats admissibles et une allocation trimestrielle versée aux partis politiques enregistrés (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	1 232 000

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de la Commission des nominations publiques demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 23
Fonds pour l'établissement et le fonctionnement du Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	986

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	11 979 741 950	(710 000)	.....	11 979 031 950
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 176 567 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	2 513 611 194	176 567	1	2 513 787 762
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	191 984 539	.....	.....	191 984 539
11a Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$	1 767	.....	.....	1 767
12a Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$	1	.....	.....	1
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	9 000 000	.....	.....	9 000 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	95 000	.....	.....	95 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	903 931 000	.....	.....	903 931 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258 857 000	.....	.....	258 857 000
Total du Ministère.....	15 859 195 373	(533 433)	1	15 858 661 941
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 798 000	.....	.....	5 798 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 000	.....	.....	609 000
Total de l'organisme	6 407 000	.....	.....	6 407 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b Dépenses du Programme.....	3 119 000	.....	180 000	3 299 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	297 000	.....	.....	297 000
Total de l'organisme	3 416 000	.....	180 000	3 596 000
Total du portefeuille.....	15 869 018 373	(533 433)	180 001	15 868 664 941

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour les coûts supplémentaires encourus durant l'évacuation urgente des citoyens canadiens du Liban	4 037	.....	4 037
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 037	.....	4 037
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de Pêches et Océans – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	.....	177	177
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de la Défense nationale travaillant dans des missions à l'étranger.....	(710)	.....	(710)
Total des transferts	(710)	177	(533)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(710)	177	(533)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 037 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report de l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
	(en milliers de dollars)	
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
<i>Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat</i>		
ATLANTIQUE		
Nouvelle-Écosse – Remplacer la tour de contrôle – 14 ^e Escadre Greenwood	12 005	914
Nouveau-Brunswick – Conversion du système de chauffage au gaz naturel de 1 500 unités d'habitation des Forces canadiennes – Bureau de logement des Forces canadiennes, Gagetown.....	5 929	178
ONTARIO		
Ontario – Construction d'installations d'entreposage pour l'Escadron de soutien technique des télécommunications et des moyens aérospatiaux – 8 ^e Escadre Trenton.....	18 001	1 777
Ontario – Mise à niveau du système de balisage lumineux de l'aérodrome – 8 ^e Escadre Trenton.....	7 435	2 984
OUEST		
Manitoba – Réaménagement de mi-durée de l'immeuble 25 – 17 ^e Escadre Winnipeg	8 038	367
NATIONAL		
Véhicules de soutien blindés lourds (pour l'opération ATHENA).....	129 327	20 908
Munitions à guidage de précision perfectionnées des CF-18	58 149	8 864
Systèmes d'armes télécommandés pour véhicules blindés légers	51 892	7 689
Projet de système de reconnaissance nucléaire, biologique et chimique.....	25 165	4 010
<i>Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada</i>		
ONTARIO		
Ontario – Rénovation et agrandissement du Musée commémoratif de l'Aviation royale du Canada – 8 ^e Escadre Trenton.....	1 000	1 000

DÉFENSE NATIONALE

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	190
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	180

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 10 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un montant provenant des économies du Comité d'examen des dépenses de 2005 qui était inscrit dans les budgets des dépenses précédents à titre d'information seulement.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement	48 369 270	.....	100 000	48 469 270
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	298 426 658	2 600 000	19 000 000	320 026 658
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 516 000	.....	.....	5 516 000
Total du portefeuille.....	352 311 928	2 600 000	19 100 000	374 011 928

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds destinés à une subvention pour la Primrose Lake Economic Development Corporation afin de soutenir une économie plus forte, plus diversifiée et durable pour la région de Primrose Lake dans le Nord de la Saskatchewan .....	.....	15 000	15 000
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (<i>poste horizontal</i>)	100	2 000	2 100
Financement accordé à l'initiative Renforcer l'Ouest et au Fonds du Canada pour la création d'emplois afin d'augmenter les partenariats communautaires, d'améliorer la compétitivité internationale et de soutenir la commercialisation des technologies dans l'Ouest canadien .....	.....	2 000	2 000
Total des crédits à adopter	100	19 000	19 100
Transferts			
Transfert des Ressources naturelles – Pour la mine Britannia – Centre d'interprétation de l'industrie minière et Promenade de la durabilité .....	.....	2 500	2 500
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans la région économique du Nord-Ouest du Pacifique.....	.....	100	100
Total des transferts	.....	2 600	2 600
Présent budget supplémentaire des dépenses	100	21 600	21 700

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Subvention à la Primrose Lake Economic Development Corporation.....	15 000 000	.....
Subvention à l'Administration portuaire pour le dragage du fleuve Fraser.....	2 000 000	.....
Montant total des subventions	17 000 000	.....
Contributions		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	3 400 000	.....
<i>Développement des entreprises et entrepreneuriat</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	680 000	.....
<i>Innovation</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	520 000	.....
Montant total des contributions	4 600 000	.....
Total des paiements de transfert	21 600 000	.....

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 830 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 375 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	676 138 656	(95 700)	22 761 890	698 804 846
5a Dépenses en capital.....	40 000 001	.....	.....	40 000 001
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 194 500 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	49 055 001	664 500	1	49 719 502
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 517 000	.....	.....	75 517 000
Total du Ministère.....	840 783 580	568 800	22 761 891	864 114 271
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions				
15 Dépenses du Programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i>	48 682 000	.....	.....	48 682 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	.....	.....	760 000
Total de l'organisme	49 442 000	.....	.....	49 442 000
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
20b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	17 022 964	37 200	1	17 060 165
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 774 000	.....	.....	1 774 000
Total de l'organisme	18 796 964	37 200	1	18 834 165
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
25a Dépenses du Programme.....	4 804 354	.....	.....	4 804 354
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	441 000	.....	.....	441 000
Total de l'organisme	5 265 354	.....	.....	5 265 354

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence Parcs Canada				
30b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 862 854 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	478 709 222	862 854	11 805 000	491 377 076
35 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	3 000 000	.....	.....	3 000 000
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 324 000	.....	.....	46 324 000
Total de l'organisme	628 033 222	862 854	11 805 000	640 701 076
Total du portefeuille.....	1 542 321 120	1 468 854	34 566 892	1 578 356 866

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	22 267	.....	22 267
Fonds relatifs aux programmes de publicité du gouvernement afin de mener une campagne de publicité sur le crédit d'impôt pour un laisser-passer de transport	2 350	.....	2 350
Montant brut des crédits à adopter	24 617	.....	24 617
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	25	.....	25
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	1 830	.....	1 830
Total des fonds disponibles	1 855	.....	1 855
Total des crédits à adopter	22 762	.....	22 762
Transferts			
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontale</i>)	375	.....	375
Transfert de Ressources naturelles – Pour Canards Illimités afin de soutenir la recherche pour améliorer la compréhension des impacts potentiels du gaz carbonique dans les milieux humides .....	.....	300	300
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society)	15	.....	15
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour la création et l'établissement de rapports sur des indicateurs environnementaux et pour la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes)	1 830	(1 830)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des contributions essentielles destinées au Centre canadien coopératif de la santé de la faune, au Fonds autochtone - Protection de l'habitat essentiel et à l'Initiative sur les normes agroenvironnementales nationales, pour la conservation de la diversité biologique et la compréhension des impacts sur la santé des écosystèmes	(2 195)	2 195	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour des rajustements salariaux au sein du Ministère	(37)	.....	(37)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	(84)	.....	(84)
Total des transferts	(96)	665	569
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 666	665	23 331

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 855 000 \$ sont disponibles : 1 830 000 \$ du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour la création et l'établissement de rapports sur des indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre (830 000 \$); et pour appuyer la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (1 000 000 \$); et 25 000 \$ à même le crédit en raison des ventes de biens immobiliers moins élevées que prévu.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>La biodiversité est conservée et protégée</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	1 510 913	.....
<i>Une eau salubre, propre et sécuritaire</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	67 998	.....
<i>Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	613 001	.....
<i>Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	28 770	.....
<i>Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	29 273	.....
<i>Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	244 545	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 494 500	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 830 000	.....
Montant net des paiements de transfert	664 500	.....

ENVIRONNEMENT

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 20
Transfert d'Environnement – Pour des rajustements salariaux au sein du Ministère.....	37

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la lutte contre les incendies de forêt qui ont cours dans les limites des propriétés de Parcs Canada afin de minimiser les risques associés à la sécurité du public et aux pertes touchant les infrastructures et la propriété privée	7 680
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (<i>poste horizontal</i>)	5 000
Montant brut des crédits à adopter	12 680
Fonds disponibles	
Moins : Restriction des dépenses en 2006	875
Total des crédits à adopter	11 805
Transferts	
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour une étude de faisabilité liée à la construction et au fonctionnement d'un centre de découvertes de Parcs Canada dans le Parc du lac Ontario.....	863
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 668

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement	100 390 048	.....	.....	100 390 048
5a	Contributions	398 605 442	.....	.....	398 605 442
10	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada le paiement d'au plus 90 p. 100 des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2003–2004</i>	1	.....	.....	1
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Arrangement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> et <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i>)	2 117 899 000	.....	.....	2 117 899 000
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement	318 270 000	.....	.....	318 270 000
(L)	Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 429 000	.....	.....	12 429 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	126 000 000	.....	.....	126 000 000
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	34 788 000 000	.....	(184 000 000)	34 604 000 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 535 600 000	.....	.....	11 535 600 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	20 140 000 000	.....	.....	20 140 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 500 000 000	.....	.....	8 500 000 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(630 000 000)	.....	.....	(630 000 000)
(L)	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(2 870 000 000)	.....	.....	(2 870 000 000)
	Total des dépenses budgétaires.....	74 572 666 413	.....	(184 000 000)	74 388 666 413

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L15 Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	7 471 000	.....	.....	7 471 000
Total des dépenses non budgétaires	7 471 001	.....	.....	7 471 001
Total du Ministère	74 580 137 414	.....	(184 000 000)	74 396 137 414
Vérificateur général				
20a Dépenses du Programme	68 048 850	.....	.....	68 048 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 828 000	.....	.....	8 828 000
Total de l'organisme	76 876 850	.....	.....	76 876 850
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25a Dépenses du Programme	8 969 859	.....	.....	8 969 859
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 396 000	.....	.....	1 396 000
Total de l'organisme	10 365 859	.....	.....	10 365 859
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme	37 100 349	.....	.....	37 100 349
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 018 000	.....	.....	3 018 000
Total de l'organisme	40 118 349	.....	.....	40 118 349
Bureau du surintendant des institutions financières				
35 Dépenses du Programme	768 000	.....	.....	768 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	768 001	.....	.....	768 001
Total du portefeuille	74 708 266 473	.....	(184 000 000)	74 524 266 473

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits législatifs

	<u>Total</u>
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison de la diminution de l'encours de la dette portant intérêt	(184 000)

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	431 304 590	(6 635 447)	1	424 669 144
5b Dépenses en capital.....	33 264 339	(1 000 000)	.....	32 264 339
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	710 014 852	(27 820 586)	1	682 194 267
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(7 719 000)	.....	389 753	(7 329 247)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	89 500 000	.....	.....	89 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 814 000	.....	.....	60 814 000
Total des dépenses budgétaires.....	1 331 251 703	(35 456 033)	389 755	1 296 185 425
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 332 051 703	(35 456 033)	389 755	1 296 985 425
Agence spatiale canadienne				
25b Dépenses de fonctionnement	200 293 555	(2 690 000)	.....	197 603 555
30a Dépenses en capital.....	116 364 000	.....	.....	116 364 000
35b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 640 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	55 706 001	2 640 000	1	58 346 002
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 652 000	.....	.....	10 652 000
Total de l'organisme	383 015 556	(50 000)	1	382 965 557
Commission canadienne du tourisme				
40 Dépenses du Programme.....	76 526 000	.....	.....	76 526 000
Total de l'organisme	76 526 000	.....	.....	76 526 000
Tribunal de la concurrence				
45a Dépenses du Programme.....	1 533 953	.....	.....	1 533 953
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 000	.....	.....	162 000
Total de l'organisme	1 695 953	.....	.....	1 695 953

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-1351, la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada et de Premières nations sur Rescol a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, à compter du 1^{er} décembre 2006 (33 383 533 \$).

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission du droit d'auteur					
50a	Dépenses du Programme.....	2 384 300	.....	.....	2 384 300
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	306 000	.....	.....	306 000
	Total de l'organisme.....	2 690 300	.....	.....	2 690 300
Conseil national de recherches du Canada					
55b	Dépenses de fonctionnement.....	438 226 859	.....	919 333	439 146 192
60b	Dépenses en capital.....	50 922 000	(979 500)	.....	49 942 500
65b	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 979 500 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	139 658 000	979 500	5 220 500	145 858 000
(L)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	73 494 000	.....	.....	73 494 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	48 133 000	.....	.....	48 133 000
	Total de l'organisme.....	750 433 859	.....	6 139 833	756 573 692
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70a	Dépenses de fonctionnement.....	38 755 050	.....	.....	38 755 050
75b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 179 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	860 975 054	179 000	1	861 154 055
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 091 000	.....	.....	4 091 000
	Total de l'organisme.....	903 821 104	179 000	1	904 000 105
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement.....	20 671 550	.....	.....	20 671 550
85b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 264 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	604 145 226	264 353	1	604 409 580
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 260 000	.....	.....	2 260 000
	Total de l'organisme.....	627 076 776	264 353	1	627 341 130
Conseil canadien des normes					
90	Paievements au Conseil canadien des normes.....	7 529 000	.....	.....	7 529 000
	Total de l'organisme.....	7 529 000	.....	.....	7 529 000
Statistique Canada					
95b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 346 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	557 626 597	346 000	1	557 972 598
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	73 542 000	.....	.....	73 542 000
	Total de l'organisme.....	631 168 597	346 000	1	631 514 598
	Total du portefeuille.....	4 716 008 848	(34 716 680)	6 529 592	4 687 821 760

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du Réseau national de pointe consacré à la recherche (CANet 5)...	.....	.....	24 000	24 000
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	24 000	24 000
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Fonds pour rembourser l'Office de la propriété intellectuelle du Canada				390
Total des rajustements des crédits				390
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour un paiement à CivicLife.com Inc. à la suite d'un jugement de la cour.....	1 000	(1 000)	.....	.....
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer le Fonds France-Canada pour la recherche, qui encourage et développe un niveau d'excellence dans le domaine de la recherche en enseignement supérieur.....	(179)	.....	.....	(179)
Transfert à Environnement (375 \$), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (373 \$), à Statistique Canada (346 \$), à Santé (300 \$), à Pêches et Océans (250 \$), à Agriculture et Agroalimentaire (150 \$) et à Ressources naturelles (100 \$) – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)(<i>poste horizontal</i>).....	(1 894)	.....	.....	(1 894)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le transfert de la responsabilité du programme Premières nations sur Rescol comme suite à la restructuration du gouvernement	(174)	.....	(5 858)	(6 032)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le transfert de la responsabilité du programme Entreprise autochtone Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	(5 389)	.....	(21 963)	(27 352)
Total des transferts	(6 636)	(1 000)	(27 821)	(35 457)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(6 636)	(1 000)	(27 821)	(35 067)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 24 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du Programme de projets stratégiques industriels (15 734 000 \$) et du Mécanisme de financement structuré (8 266 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Science et Technologie et Innovation</i>		
Subvention à CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du réseau CANet 5.....	24 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	24 000 000	.....
Moins : Fonds disponibles	24 000 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	27 820 586	.....
Montant net des paiements de transfert	(27 820 586)	.....

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 25	Crédit 35	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour contribuer au programme de Recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.....	(2 640)	2 640	.....
Transfert à Ressources naturelles – Pour l'achat de la météorite du lac Tagish.....	(50)	.....	(50)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 690)	2 640	(50)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Télécommunications par satellite (TS)</i>		
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.....	2 640 000	.....

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Contributions supplémentaires pour l'augmentation des coûts d'administration liés au renouvellement de la licence de Tri-University Meson Facility (TRIUMF).....	.....	.....	6 200	6 200
Fonds destinés à la recherche et au maintien des activités du Centre canadien de recherches policières.....	919	.....	.....	919
Montant brut des crédits à adopter	919	.....	6 200	7 119
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	980	980
Total des crédits à adopter	919	.....	5 220	6 139
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins liée au report d'initiatives en capital pour l'Institut de recherche en construction, l'Institut Herzberg d'astrophysique et la Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier .....	.....	(980)	980	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	919	(980)	6 200	6 139

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 65 : Des fonds autorisés totalisant 979 500 \$ sont disponibles du crédit 60 en raison d'une diminution des besoins liée au report d'initiatives en capital pour l'Institut de recherche en construction, l'Institut Herzberg d'astrophysique et la Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Recherche et développement</i>		
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	6 200 000	.....

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 75
Transfert d'Industrie – Pour appuyer le Fonds France-Canada pour la recherche, qui encourage et développe un niveau d'excellence dans le domaine de la recherche en enseignement supérieur.....	179

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....	179 000	.....

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 85
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont traité à la gestion des océans et les universités, les autres secteurs et les institutions.....	264

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses.....	264 353	.....

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 95
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	346

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	573 505 446	6 000 000	1 137 000	580 642 446
5b Contributions	333 455 000	(6 000 000)	36 552 415	364 007 415
(L) <u>Ministre de la Justice et procureur général du Canada</u> – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 810 000	.....	.....	79 810 000
Total du Ministère	986 843 368	.....	37 689 415	1 024 532 783
Commission canadienne des droits de la personne				
10a Dépenses du Programme	19 607 450	.....	.....	19 607 450
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 362 000	.....	.....	2 362 000
Total de l'organisme	21 969 450	.....	.....	21 969 450
Tribunal canadien des droits de la personne				
15a Dépenses du Programme	4 162 523	.....	.....	4 162 523
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	368 000	.....	.....	368 000
Total de l'organisme	4 530 523	.....	.....	4 530 523
Commissaire à la magistrature fédérale				
20b Dépenses de fonctionnement	7 788 929	.....	175 684	7 964 613
25a Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 851 950	.....	.....	1 851 950
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	349 546 000	.....	.....	349 546 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868 000	.....	.....	868 000
Total de l'organisme	360 054 879	.....	175 684	360 230 563
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30b Dépenses du Programme	57 983 249	.....	2 623 111	60 606 360
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 615 000	.....	.....	6 615 000
Total de l'organisme	64 598 249	.....	2 623 111	67 221 360
Commission du droit du Canada				
35a Dépenses du Programme	3 020 000	.....	.....	3 020 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 000	.....	.....	173 000
Total de l'organisme	3 193 000	.....	.....	3 193 000

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40a Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	7 230 571	.....	.....	7 230 571
45a Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	14 656 250	.....	.....	14 656 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 831 000	.....	.....	2 831 000
Total de l'organisme	24 717 821	.....	.....	24 717 821
Cour suprême du Canada				
50a Dépenses du Programme.....	23 236 350	.....	.....	23 236 350
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 653 000	.....	.....	4 653 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 380 000	.....	.....	2 380 000
Total de l'organisme	30 269 350	.....	.....	30 269 350
Total du portefeuille.....	1 496 176 640	.....	40 488 210	1 536 664 850

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds destinés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour la prestation de services et de programmes de justice pour les jeunes.....	.....	32 552	32 552
Fonds consacrés aux contributions dans le domaine du droit de la famille et du soutien aux enfants (Stratégie du droit de la famille axée sur l'enfant).....	.....	4 000	4 000
Fonds pour des mesures législatives et des initiatives stratégiques découlant du Budget fédéral de 2006, telles que la réduction du taux de la taxe sur les produits et services et les mesures relatives aux crédits d'impôt personnels, au revenu des particuliers et aux sociétés.....	431	.....	431
Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	405	.....	405
Fonds pour des services juridiques relatifs à la mise en œuvre de l'accord sur l'administration unique de l'impôt des sociétés dans la province de l'Ontario.....	140	.....	140
Fonds pour préparer, mettre en œuvre et administrer l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>).....	96	.....	96
Fonds pour des services juridiques nécessaires à la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés.....	65	.....	65
Total des crédits à adopter	1 137	36 552	37 689

Transferts

Réaffectation des ressources à l'interne – Pour répondre aux coûts plus élevés reliés à l'accroissement du nombre de causes traitées par le Bureau du directeur des poursuites pénales.....	6 000	(6 000)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 137	30 552	37 689

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes.....	32 552 415	.....
Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant.....	4 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	36 552 415	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>6 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	30 552 415	.....

JUSTICE

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds destinés à la formation de nouveaux employés qui offrent des services liés à la rémunération et aux avantages sociaux aux juges	176

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Augmentation des salaires des protonotaires et fonds destinés aux juges suppléants, aux nouveaux greffiers ainsi qu'aux coûts de fonctionnement connexes	2 623

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1	Dépenses du Programme.....	53 905 150	.....	.....	53 905 150
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	23 917 500	.....	.....	23 917 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 453 100	.....	.....	6 453 100
	Total de l'organisme	84 275 750	.....	.....	84 275 750
Chambre des communes					
5b	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes..	259 218 136	.....	1 560 367	260 778 503
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	111 697 201	.....	.....	111 697 201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 615 153	.....	.....	34 615 153
	Total de l'organisme	405 530 490	.....	1 560 367	407 090 857
Bibliothèque du Parlement					
10b	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	30 237 000	.....	250 000	30 487 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	.....	.....	4 372 000
	Total de l'organisme	34 609 000	.....	250 000	34 859 000
Commissariat à l'éthique					
15b	Dépenses du Programme.....	4 486 000	.....	500 000	4 986 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	565 000	.....	.....	565 000
	Total de l'organisme	5 051 000	.....	500 000	5 551 000
Conseiller sénatorial en éthique					
20	Dépenses du Programme.....	827 560	.....	.....	827 560
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 865	.....	.....	129 865
	Total de l'organisme	957 425	.....	.....	957 425
	Total du portefeuille.....	530 423 665	.....	2 310 367	532 734 032

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5
Coûts de fonctionnement supplémentaires	1 560

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour les frais liés à la création de la fonction du directeur parlementaire du budget.....	250

Commissariat à l'éthique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissariat à l'éthique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour les frais liés à l'établissement du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	500

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 444 289 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 58 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	255 561 660	(5 539 661)	1	250 022 000
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 527 950 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 10 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 175 333 279	3 711 165	1	1 179 044 445
(L) Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 030 000	.....	.....	1 030 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	.....	.....	637 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L) Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 464 000	.....	.....	28 464 000
Total des dépenses budgétaires.....	1 461 280 861	(1 828 496)	2	1 459 452 367
L10 Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	.....	.....	10 000
Total du Ministère.....	1 461 290 861	(1 828 496)	2	1 459 462 367
Conseil des Arts du Canada				
15a Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	171 410 250	.....	.....	171 410 250
Total de l'organisme	171 410 250	.....	.....	171 410 250
Société Radio-Canada				
20a Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	974 309 001	.....	.....	974 309 001
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30a Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	135 730 001	.....	.....	135 730 001
Total de l'organisme	1 114 039 002	.....	.....	1 114 039 002
Musée canadien des civilisations				
35a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 500 251	.....	.....	61 500 251
Total de l'organisme	61 500 251	.....	.....	61 500 251
Musée canadien de la nature				
40b Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	59 145 000	.....	500 000	59 645 000
Total de l'organisme	59 145 000	.....	500 000	59 645 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
45a	Dépenses du Programme.....	1 882 301	.....	.....	1 882 301
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 815 000	.....	.....	5 815 000
	Total de l'organisme	7 697 301	.....	.....	7 697 301
Bibliothèque et Archives du Canada					
50b	Dépenses du Programme.....	102 320 069	.....	.....	102 320 069
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 641 000	.....	.....	11 641 000
	Total de l'organisme	113 961 069	.....	.....	113 961 069
Société du Centre national des Arts					
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	35 401 324	300 000	20 553 000	56 254 324
	Total de l'organisme	35 401 324	300 000	20 553 000	56 254 324
Commission des champs de bataille nationaux					
60a	Dépenses du Programme.....	7 839 350	.....	.....	7 839 350
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 000	.....	.....	401 000
	Total de l'organisme	9 840 350	.....	.....	9 840 350
Office national du film					
65a	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement	70 943 253	.....	.....	70 943 253
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	70 943 253	.....	.....	70 943 253
Musée des beaux-arts du Canada					
70	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	38 618 000	.....	.....	38 618 000
75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme	46 618 000	.....	.....	46 618 000
Musée national des sciences et de la technologie					
80b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	25 900 621	.....	4 744 000	30 644 621
	Total de l'organisme	25 900 621	.....	4 744 000	30 644 621

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
85b Dépenses de fonctionnement	49 051 250	(49 051 250)	.....	.....
90b Contributions	1 500 000	(1 500 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	50 551 250	(50 551 250)	.....	.....
Commission de la fonction publique				
95a Dépenses du Programme.....	95 049 944	.....	.....	95 049 944
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 068 000	.....	.....	13 068 000
Total de l'organisme	108 117 944	.....	.....	108 117 944
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100 Dépenses du Programme.....	17 073 000	.....	.....	17 073 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	851 000	.....	.....	851 000
Total de l'organisme	17 924 000	.....	.....	17 924 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105 Dépenses du Programme.....	4 710 000	.....	.....	4 710 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	534 000	.....	.....	534 000
Total de l'organisme	5 244 000	.....	.....	5 244 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
110a Dépenses de fonctionnement	11 873 591	.....	.....	11 873 591
115a Subventions inscrites au Budget des dépenses	11 865 816	.....	.....	11 865 816
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 367 000	.....	.....	1 367 000
Total de l'organisme	25 106 407	.....	.....	25 106 407
Téléfilm Canada				
120a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 192 001	.....	.....	105 192 001
Total de l'organisme	105 192 001	.....	.....	105 192 001
Total du portefeuille.....	3 489 882 884	(52 079 746)	25 797 002	3 463 600 140

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0399, transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du ministre du Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, prenant effet le 19 mai 2006 (50 551 250 \$.)

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds supplémentaires pour une subvention destinée à la Fondation nationale des réalisations autochtones afin de fournir des bourses d'études postsecondaires aux étudiants autochtones.....	.....	10 000	10 000
Fonds à l'appui de projets qui favorisent une augmentation du nombre de locuteurs des langues autochtones (Initiative des langues autochtones).....	56	4 925	4 981
Fonds supplémentaires à l'appui de la mise en candidature internationale du Canada pour l'obtention des Jeux du Commonwealth de 2014 à Halifax (Programme d'accueil des Jeux).....	.....	2 000	2 000
Fonds pour assumer les obligations financières impayées à la suite de la décision du gouvernement du Canada de rompre ses liens avec le Conseil de l'unité canadienne.....	.....	1 637	1 637
Montant brut des crédits à adopter	56	18 562	18 618
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	56	18 562	18 618
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert d'Anciens combattants – Pour appuyer l'élaboration de matériel et d'activités d'apprentissage pour les jeunes Canadiens dans le cadre du Programme d'études canadiennes lié au Centre Juno Beach en Normandie (France).....	.....	200	200
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le coût des locaux pour le Secrétariat fédéral des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.....	58	.....	58
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).....	(2 900)	2 900	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des ententes Canada-communautés entre le gouvernement du Canada et le Conseil des ministres de l'Éducation (Programme des langues officielles).....	(1 628)	1 628	.....
Réaffectation des ressources à l'interne - Pour atténuer les pressions liées au fonctionnement relatives au Programme de célébration, de commémoration et d'apprentissage qui appuie des projets d'importance nationale visant à célébrer et à commémorer le Canada.....	444	(444)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer la Première nation Tr'ondëk Hwëch'in pour le développement et la gestion des ressources patrimoniales du Yukon.....	.....	(200)	(200)
Transfert à Citoyenneté et Immigration (217 \$) et à Santé (155 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(372)	(372)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de Patrimoine canadien travaillant dans des missions à l'étranger.....	(1 514)	.....	(1 514)
Total des transferts	(5 540)	3 712	(1 828)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(5 540)	3 712	(1 828)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 56 295 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des initiatives liées à la participation du Canada à des expositions internationales.

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 18 561 673 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des initiatives liées aux Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Subventions à la Fondation nationale des réalisations autochtones	10 000 000	.....
Montant total brut des subventions	10 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>		
Contributions au Programme d'accueil des jeux	2 000 000	.....
Contributions au Fonds des nouveaux médias du Canada.....	2 900 000	.....
	4 900 000	.....
<i>Préservation du patrimoine canadien</i>		
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	4 925 128	.....
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>		
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	1 627 950	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Contributions à l'appui du Programme d'information et de recherche sur le Canada	727 529	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	909 016	.....
Contributions à l'appui du Programme des études canadiennes	200 000	.....
	1 836 545	.....
Montant total brut des contributions	13 289 623	.....
Montant total brut des paiements de transfert	23 289 623	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>18 561 673</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 016 785</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	3 711 165	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien de la nature

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour des réparations urgentes apportées à l'Édifice du patrimoine naturel à Gatineau (Québec)	500

Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour la planification d'une installation pour la préservation de documents faisant partie du patrimoine documentaire du Canada, dont des films, des photographies et des négatifs	620
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	620
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 619 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du projet du Musée du portrait du Canada

PATRIMOINE CANADIEN
Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Fonds pour des réparations urgentes au titre de santé et sécurité aux infrastructures majeures de l'édifice du Centre national des Arts	20 553
Transferts	
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Vise à mettre en place le programme des diffuseurs (marchés) de Scène Québec	300
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 853

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Fonds consacrés aux activités du Musée national des sciences et de la technologie, y compris celles du Musée de l'agriculture du Canada et du Musée de l'aviation du Canada	4 326
Fonds pour des réparations urgentes au titre de santé et de sécurité et pour stabiliser le portefeuille immobilier du Musée national des sciences et de la technologie	418
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 744

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones –
Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés

Transferts	Crédit 85	Crédit 90	Total
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement	(49 051)	(1 500)	(50 551)

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 232 621 182	(955 920)	1	1 231 665 263
5b Dépenses en capital.....	218 174 000	.....	.....	218 174 000
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	155 849 058	750 000	1	156 599 059
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 292 000	.....	.....	122 292 000
Total du portefeuille.....	1 729 009 162	(205 920)	2	1 728 803 244

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne pour les coûts reliés à l'acquisition de deux navires hauturiers de science halieutique .....	.....	1 050	.....	1 050
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 050	.....	1 050
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	250	.....	.....	250
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(25)	.....	25	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches dans le territoire du Nunavik (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques)	(355)	.....	355	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(370)	.....	370	.....
Transfert à Environnement – Pour appuyer une représentation accrue des Autochtones dans les carrières en science et technologie (Canadian Aboriginal Science and Technology Society)	(15)	.....	.....	(15)
Transfert à la Défense nationale – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	(177)	.....	.....	(177)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités, les autres secteurs et les institutions	(264)	.....	.....	(264)
Total des transferts	(956)	.....	750	(206)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(956)	.....	750	(206)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 050 100 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report de l'achat de navires de patrouille semi-côtière.

PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gestion des pêches</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	245 000	.....
Montant total des subventions	245 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	355 000	.....
<i>Gestion des océans</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	125 000	.....
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Fonds à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire	25 000	.....
Montant total des contributions	505 000	.....
Montant total des paiements de transfert	750 000	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
	(en milliers de dollars)	
<u>Nouveaux grands projets d'immobilisations</u>		
(À titre d'information seulement)		
CAPITALE NATIONALE		
Ottawa – Remplacement de l'infrastructure informatique régionale.....	19 490	80

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)					
1b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 410 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 35 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	342 216 704	292 040	1	342 508 745
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses	854 733 177	.....	1	854 733 178
7a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État	423 602	.....	.....	423 602
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement <u>social</u> – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	304 638 000	.....	(8 782 000)	295 856 000
(L)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	75 000	.....	36 000	111 000
(L)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	9 525 000	.....	6 446 000	15 971 000
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	46 402 000	.....	17 729 000	64 131 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	119 888 000	.....	30 732 000	150 620 000
(L)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	45 000 000	.....	(23 000 000)	22 000 000
(L)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	575 000 000	.....	(65 000 000)	510 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6).....	48 000 000	.....	10 000 000	58 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	177 679 000	.....	.....	177 679 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 523 906 327	292 040	(31 838 998)	2 492 359 369
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	981 456 000	.....	(103 346 000)	878 110 000
Total des dépenses non budgétaires.....	981 456 000	.....	(103 346 000)	878 110 000
Total du Ministère.....	3 505 362 327	292 040	(135 184 998)	3 370 469 369
Ministère (Développement social)				
10b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 677 917 \$ du crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>	283 273 039	5 395 917	1	288 668 957
15a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	943 067 840	.....	.....	943 067 840
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9).....	23 245 000 000	.....	(131 000 000)	23 114 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9).....	6 862 000 000	.....	124 000 000	6 986 000 000
(L) Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9).....	517 000 000	.....	(2 000 000)	515 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	66 431 000	.....	.....	66 431 000
(L) Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants.....	650 000 000	.....	.....	650 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	1 610 000 000	.....	.....	1 610 000 000
Total du Ministère.....	34 176 771 879	5 395 917	(8 999 999)	34 173 167 797
Conseil canadien des relations industrielles				
20a Dépenses du Programme.....	11 301 500	.....	.....	11 301 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 574 000	.....	.....	1 574 000
Total de l'organisme.....	12 875 500	.....	.....	12 875 500

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
25a	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 266 048 000	.....	.....	2 266 048 000
27a	Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	1	.....	.....	1
(L)	ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu.....	5 200 000	.....	.....	5 200 000
	Total des dépenses budgétaires.....	2 271 248 001	.....	.....	2 271 248 001
(L)	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(198 472 000)	.....	.....	(198 472 000)
	Total des dépenses non budgétaires.....	(198 472 000)	.....	.....	(198 472 000)
	Total de l'organisme	2 072 776 001	.....	.....	2 072 776 001
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					
30	Dépenses du Programme.....	1 757 000	.....	.....	1 757 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	172 000	.....	.....	172 000
	Total de l'organisme	1 929 000	.....	.....	1 929 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
35a	Dépenses du Programme.....	3 418 000	.....	.....	3 418 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 066 000	.....	.....	1 066 000
	Total de l'organisme	4 484 000	.....	.....	4 484 000
	Total du portefeuille.....	39 774 198 707	5 687 957	(144 184 997)	39 635 701 667

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour encourager un plus grand nombre de Canadiens à s'inscrire à des programmes d'apprentissage et récompenser leur progression en offrant 1 000 \$ par année aux apprentis inscrits dans un métier désigné Sceau rouge qui auront terminé la première ou la deuxième année de leur programme d'apprentissage.....	32 000	32 000
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	32 000	32 000
Total des crédits à adopter
Crédits législatifs			
Augmentation des prévisions relatives aux Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison de la hausse du nombre de subventions demandées.....			30 732
Augmentation des prévisions relatives aux paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement de la mise en œuvre d'améliorations apportées aux mesures actuelles de gestion des dettes et de la révision des coûts prévus par le Bureau de l'actuaire en chef.....			17 729
Augmentation des prévisions relatives au programme fédéral d'indemnisation des accidentés du travail en raison d'une augmentation des réclamations reçues à l'échelle nationale (4,3 M\$) et aux paiements versés à la Nouvelle-Écosse à la suite d'une décision de la Cour d'appel liée à des paiements compensatoires pour des personnes souffrant de douleur lombaire chronique (5,7 M\$).....			10 000
Augmentation des prévisions relatives aux paiements ayant trait à des obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de la diminution des paiements de réclamations.....			6 446
Augmentation des prévisions relatives aux paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de l'augmentation des réclamations provenant d'institutions financières non participantes.....			36
Diminution des prévisions relatives aux paiements liés aux ententes de financement directes en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement des taux de carence de paiement direct plus bas que prévus et une augmentation des remboursements.....			(8 782)
Diminution des prévisions relatives aux paiements de Bons d'études canadiens en raison du taux de participation plus bas que prévu.....			(23 000)
Diminution des prévisions relatives aux paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison du taux de participation plus bas que prévu.....			(65 000)
Diminution des prévisions relatives aux prêts d'études canadiens consentis en vertu des modalités de financement direct en raison d'une augmentation des remboursements de prêts par les emprunteurs.....			(103 346)
Total des crédits législatifs			(135 185)
Total des rajustements des crédits			(135 185)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Pour les activités de vérification a posteriori du Programme canadien de prêts aux étudiants.....	410	.....	410
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le coût des locaux relatif au transfert du Programme de stage pour les jeunes de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada à Ressources humaines et Développement des compétences.....	35	.....	35
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de Ressources humaines et Développement des compétences travaillant dans des missions à l'étranger.....	(153)	.....	(153)
Total des transferts	292	.....	292
Présent budget supplémentaire des dépenses	292	.....	(134 893)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 32 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour l'Initiative en matière de compétences en milieu de travail (31 603 000 \$) et la Stratégie pancanadienne communautaire d'incitation à l'épargne-études (397 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Compétences en milieu de travail</i>		
Subvention incitative à l'apprentissage.....	32 000 000	.....
<i>Apprentissage</i>		
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	.....	(23 000 000)
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.....	.....	(65 000 000)
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	30 732 000
	.....	(57 268 000)
Montant total brut des subventions	32 000 000	(57 268 000)
Contributions		
<i>Apprentissage</i>		
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>.....	.....	36 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>.....	.....	6 446 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	17 729 000
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	(8 129 000)
Montant total brut des contributions	.....	16 082 000
Montant total brut des paiements de transfert	32 000 000	(41 186 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	32 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	(41 186 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Développement social)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Crédit 10	Législatif	Total
Augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des récentes prévisions du nombre de prestataires et de la moyenne mensuelle du taux.....	.....	124 000	124 000
Diminution des prévisions relatives aux versements d'allocations en fonction des prévisions du nombre de prestataires et de la moyenne mensuelle du taux.....	.....	(2 000)	(2 000)
Diminution des prévisions relatives aux versements de prestations de la sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions du nombre de prestataires et de la moyenne mensuelle du taux .....	.....	(131 000)	(131 000)
Total des crédits législatifs	.....	(9 000)	(9 000)
Transferts			
Transfert du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Pour un paiement forfaitaire reconnaissant l'expérience vécue par les résidents des pensionnats autochtones et ses répercussions (Paiements d'expérience commune).....	7 678	.....	7 678
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour les activités de vérification a posteriori du Programme canadien de prêts aux étudiants.....	(410)	.....	(410)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les locaux en raison du transfert des Services de recouvrement national et des conseils juridiques et litiges-recouvrements à l'Agence du revenu du Canada.....	(1 872)	.....	(1 872)
Total des transferts	5 396	.....	5 396
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 396	(9 000)	(3 604)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants</i>		
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse	(131 000 000)
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	124 000 000
(L) Versements d'allocations.....	(2 000 000)
Total des paiements de transfert	(9 000 000)

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	662 795 415	(12 203 683)	1	650 591 733
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	3 701 000	10 000	1	3 711 001
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 057 703 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 50 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	277 755 710	7 107 703	4 638 067	289 501 480
(L) Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 280 000	.....	.....	56 280 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	1 935 000	.....	.....	1 935 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	4 200 000	.....	.....	4 200 000
(L) Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L) Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	200 000 000	.....	11 200 000	211 200 000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	349 126 000	.....	171 624 000	520 750 000
(L) Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	.....	109 784 000	109 784 000
Total du Ministère.....	1 559 266 047	(5 085 980)	297 246 069	1 851 426 136
Énergie atomique du Canada limitée				
15a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	112 149 000	.....	.....	112 149 000
Total de l'organisme	112 149 000	.....	.....	112 149 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20a Dépenses du Programme.....	80 992 756	.....	.....	80 992 756
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 350 000	.....	.....	8 350 000
Total de l'organisme	89 342 756	.....	.....	89 342 756

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société de développement du Cap-Breton				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 211 000	.....	.....	66 211 000
Total de l'organisme	66 211 000	.....	.....	66 211 000
Office national de l'énergie				
30b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	33 766 597	1 500 000	1	35 266 598
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 890 000	.....	.....	4 890 000
Total de l'organisme	38 656 597	1 500 000	1	40 156 598
Administration du pipe-line du Nord				
35b Dépenses du Programme.....	870 000	.....	62 600	932 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 000	.....	.....	76 000
Total de l'organisme	946 000	.....	62 600	1 008 600
Total du portefeuille.....	1 866 571 400	(3 585 980)	297 308 670	2 160 294 090

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui des mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie-Britannique	2 200	.....	27 800	30 000
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental .....	.....	.....	7 500	7 500
Fonds à l'appui de la stratégie de compétitivité à long terme de l'industrie forestière	1 860	.....	995	2 855
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i>	148	.....	.....	148
Montant brut des crédits à adopter	4 208	.....	36 295	40 503
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4 208	.....	26 370	30 578
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	5 287	5 287
Total des fonds disponibles	4 208	.....	31 657	35 865
Total des crédits à adopter	.....	.....	4 638	4 638
Crédits législatifs				
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières				171 624
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve				109 784
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse				11 200
Total des crédits législatifs				292 608
Total des rajustements des crédits				297 246
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontale</i>)	100	.....	.....	100
Transfert de l'Agence spatiale canadienne – Pour l'achat de la météorite du lac Tagish .....	.....	.....	50	50
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour tenir compte des changements apportés aux mécanismes de prestation de diverses initiatives liées notamment à des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental, à des programmes d'efficacité énergétique et d'énergies de remplacement, ainsi qu'à d'autres organisations qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	(1 781)	10	1 771	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins liée au report de GéoConnexions et des initiatives ayant trait à l'infrastructure énergétique essentielle	(5 287)	.....	5 287	.....

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Environnement – Pour Canards Illimités afin de soutenir la recherche pour améliorer la compréhension des impacts potentiels du gaz carbonique dans les milieux humides	(300)	.....	.....	(300)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour appuyer l'Initiative relative à la transparence des industries extractives	(375)	.....	.....	(375)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de Ressources naturelles travaillant dans des missions à l'étranger	(561)	.....	.....	(561)
Transfert à l'Office national de l'énergie – Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques ..	(1 500)	.....	.....	(1 500)
Transfert à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour la mine Britannia – Centre d'interprétation de l'industrie minière et Promenade de la durabilité	(2 500)	.....	.....	(2 500)
Total des transferts	(12 204)	10	7 108	(5 086)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(12 204)	10	11 746	292 160

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 208 066 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des initiatives ayant trait à l'infrastructure énergétique essentielle (2 113 066 \$), au projet de nettoyage de Port Hope (930 000 \$), à l'industrie du bois d'œuvre (Programme canadien d'exportation des produits de bois) (415 000 \$), à l'accord définitif des Tlicho (400 000 \$) et aux programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (350 000 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 31 656 934 \$ sont disponibles: 26 370 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions destinés aux programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (15 500 000 \$), au programme Encouragement à la production d'énergie éolienne (8 000 000 \$), à GéoConnexions (2 500 000 \$) et d'une diminution des besoins liée au report des paiements de subventions destinés au projet de nettoyage de Port Hope (370 000 \$); et 5 286 934 \$ du crédit 1 en raison du report de GéoConnexions (3 900 000 \$) et des initiatives ayant trait à l'infrastructure énergétique essentielle (1 386 934 \$).

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Énergie</i>		
Subventions à l'appui de l'Initiative d'encouragement éconergétique ÉnerGuide pour les maisons	7 500 000	.....
Montant total brut des subventions	7 500 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Sciences de la Terre</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère.....	50 000	.....
<i>Énergie</i>		
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	72 000	.....
(L) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse.....	.....	11 200 000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières .....	.....	171 624 000
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve.....	.....	109 784 000
	72 000	292 608 000
<i>Forêts durables</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère.....	1 612 070	.....
Obligations internationales en matière de production de rapports sur le secteur de la foresterie	86 700	.....
Contributions à l'appui des mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie-Britannique	27 800 000	.....
Contributions à l'appui de la stratégie de compétitivité à long terme de l'industrie forestière	995 000	.....
	30 493 770	.....
Montant total brut des contributions	30 615 770	292 608 000
Montant total brut des paiements de transfert	38 115 770	292 608 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>26 370 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	11 745 770	292 608 000

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 30
Transfert de Ressources naturelles – Pour atténuer les coûts liés aux consultations publiques au sujet de projets énergétiques	1 500

Administration du pipe-line du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration du pipe-line du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	63

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 017 277 \$ du crédit 5 (Santé), de 204 810 \$ du crédit 35 (Santé) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 774 463 824	11 176 887	1	1 785 640 712
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 154 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 188 666 569	(10 381 614)	1	1 178 284 956
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 530 000	.....	.....	111 530 000
Total du Ministère	3 074 733 315	795 273	2	3 075 528 590
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				
10 Dépenses du Programme	9 022 000	.....	.....	9 022 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	659 000	.....	.....	659 000
Total de l'organisme	9 681 000	.....	.....	9 681 000
Instituts de recherche en santé du Canada				
15b Dépenses de fonctionnement	44 004 587	(1 000 000)	.....	43 004 587
20b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 335 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 62 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	814 901 459	1 281 835	1	816 183 295
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 648 000	.....	.....	4 648 000
Total de l'organisme	863 554 046	281 835	1	863 835 882
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
25a Dépenses du Programme	3 163 850	.....	.....	3 163 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	493 000	.....	.....	493 000
Total de l'organisme	3 656 850	.....	.....	3 656 850
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
30a Dépenses du Programme	10 892 025	.....	.....	10 892 025
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	712 000	.....	.....	712 000
Total de l'organisme	11 604 025	.....	.....	11 604 025

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence de la santé publique du Canada				
35b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 206 200 \$ du crédit 1 (Santé) et de 126 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	327 480 525	(2 647 610)	1	324 832 916
40b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 2 075 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	183 970 471	2 067 500	1 000 000	187 037 971
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 005 000	.....	.....	28 005 000
Total de l'organisme	539 455 996	(580 110)	1 000 001	539 875 887
Total du portefeuille.....	4 502 685 232	496 998	1 000 004	4 504 182 234

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour pallier les tensions liées à la charge de travail et les pressions liées aux coûts dans quatre secteurs d'activité de base, notamment le Programme de réévaluation des pesticides (1 402 \$), le Programme des produits de santé naturels (7 367 \$), le Programme de santé des fonctionnaires fédéraux (5 560 \$) et la gestion des litiges (9 233 \$).....	23 562	.....	23 562
Fonds pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer (<i>poste horizontal</i>).....	792	3 000	3 792
Montant brut des crédits à adopter	24 354	3 000	27 354
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	14 716	3 000	17 716
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	9 638	.....	9 638
Total des fonds disponibles	24 354	3 000	27 354
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer (<i>poste horizontal</i>).....	.....	700	700
Transfert d'Industrie – Pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	300	.....	300
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour effectuer des examens sur le plan de l'éthique de tous les travaux de recherche sur des sujets humains de l'Agence de la santé publique du Canada.....	205	.....	205
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	155	155
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions à des années subséquentes à la suite de délais dans l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de l'Initiative de développement des ressources humaines autochtones en santé et dans la signature d'ententes relatives au Fonds pour l'adaptation des services de santé aux Autochtones.....	9 638	(9 638)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement des travaux de rénovation et d'entretien des établissements de santé des Premières nations et des Inuits.....	854	(854)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour régler les produits de santé naturels et délivrer des licences de mise en marché et d'exploitation pour ces produits de façon plus efficace (Programme des produits de santé naturels).....	525	(525)	.....
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer l'étude de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé sur les soins infirmiers communautaires.....	(55)	.....	(55)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	(84)	.....	(84)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	(206)	.....	(206)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer des services de santé et la recherche relative à la santé de la population portant sur la surveillance du diabète.....	.....	(219)	(219)
Total des transferts	11 177	(10 381)	796
Présent budget supplémentaire des dépenses	11 177	(10 381)	796

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 24 354 245 \$ sont disponibles : 14 716 518 \$ à même le crédit en raison du report des initiatives ayant trait au Programme de soutien en santé pour la résolution des questions des pensionnats indiens (14 600 000 \$) et d'une redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel (116 518 \$); et 9 637 727 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour l'Initiative de développement des ressources humaines autochtones en santé et le Fonds pour l'adaptation des services de santé aux Autochtones.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 3 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour l'Initiative de développement des ressources humaines autochtones en santé et le Fonds pour l'adaptation des services de santé aux Autochtones.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	3 000 000	.....
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>		
Paiements aux provinces et aux territoires pour aider à assurer aux Canadiens l'accès à des programmes et services efficaces de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	4 998	.....
Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme.....	60 000	.....
Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	90 000	.....
	154 998	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits.....	700 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 854 998	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>3 000 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>11 236 612</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(10 381 614)	.....

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 15	Crédit 20	Total
Transfert de Santé (219 \$) et de l'Agence de la santé publique du Canada (63 \$) – Pour financer des services de santé et la recherche relative à la santé de la population portant sur la surveillance du diabète .....	.....	282	282
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le coût des projets de recherche visant à améliorer la santé de la population canadienne et à offrir de meilleurs produits et services de santé.....	(1 000)	1 000	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 000)	1 282	282

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Financer la recherche en santé</i> Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 281 835	.....

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35	Crédit 40	Total
Fonds pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer (<i>poste horizontal</i>).....	.....	1 000	1 000
Transferts			
Transfert de Santé – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	206	.....	206
Transfert de Transports – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	126	.....	126
Transfert de Santé – Pour appuyer l'étude de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé sur les soins infirmiers communautaires.....	.....	55	55
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une campagne de sensibilisation nationale sur le virus du papillome humain (VPH) et pour des initiatives de surveillance du VPH et du virus Herpès simplex.....	(250)	250	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour augmenter la subvention à l'Organisation mondiale de la Santé pour le plan d'action global visant à augmenter la réserve de vaccins antigrippaux.....	(500)	500	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer la subvention accordée au Consortium international sur les thérapies antivirales afin de poursuivre la recherche sur la capacité d'intervention en cas de pandémie et la préparation de réserves d'antiviraux.....	(1 000)	1 000	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour consolider les programmes existants visant à réduire les maladies chroniques et à promouvoir l'adoption d'un mode de vie sain.....	(325)	325	.....
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer des services de santé et la recherche relative à la santé de la population portant sur la surveillance du diabète.....	.....	(63)	(63)
Transfert à Santé – Pour effectuer des examens sur le plan de l'éthique de tous les travaux de recherche sur des sujets humains de l'Agence de la santé publique du Canada.....	(205)	.....	(205)
Transfert à Santé – Pour mettre en œuvre la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer (<i>poste horizontal</i>).....	(700)	.....	(700)
Total des transferts	(2 648)	2 067	(581)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 648)	3 067	419

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	1 575 000	.....
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	1 500 000	.....
Montant total brut des subventions	3 075 000	.....
Contributions		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Contributions à des universités et à des organisations de santé publique pour la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main-d'œuvre en santé publique.....	55 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 130 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	62 500	.....
Montant net des paiements de transfert	3 067 500	.....

Nota :

Les chiffres inscrits à la section « Explication du besoin » ne correspondent pas à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	151 807 757	9 128 614	3 602 959	164 539 330
5b Contributions	298 673 000	(9 825 000)	2 832 000	291 680 000
(L) Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	73 000	.....	.....	73 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 456 000	.....	.....	11 456 000
Total du Ministère.....	462 009 757	(696 386)	6 434 959	467 748 330
Agence des services frontaliers du Canada				
10b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 232 430 992	(397 120)	6 387 199	1 238 421 071
15b Dépenses en capital.....	49 803 850	.....	1 870 000	51 673 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 020 000	.....	.....	145 020 000
Total de l'organisme	1 427 254 842	(397 120)	8 257 199	1 435 114 921
Centre canadien des armes à feu				
20b Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement.....	12 684 250	(12 684 250)	.....	.....
25b Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	3 663 500	(3 663 500)	.....	.....
30b Contributions	3 500 000	(3 500 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	19 847 750	(19 847 750)	.....	.....
Service canadien du renseignement de sécurité				
35b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 350 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	319 745 116	(545 670)	307 704	319 507 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 266 000	.....	.....	35 266 000
Total de l'organisme	355 011 116	(545 670)	307 704	354 773 150
Service correctionnel				
40b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 196 184 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	1 414 266 778	25 196 184	1	1 439 462 963
45b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	161 936 000	(25 196 184)	.....	136 739 816
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	166 679 000	.....	.....	166 679 000
(L) Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	1 742 881 778	.....	1	1 742 881 779

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
50b Dépenses du Programme.....	39 359 029	.....	574 000	39 933 029
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 397 000	.....	.....	5 397 000
Total de l'organisme	44 756 029	.....	574 000	45 330 029
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
55a Dépenses du Programme.....	2 877 900	.....	.....	2 877 900
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 000	.....	.....	364 000
Total de l'organisme	3 241 900	.....	.....	3 241 900
Gendarmerie royale du Canada				
60b Application de la loi – Dépenses de fonctionnement....	1 651 688 924	(10 214 000)	.....	1 641 474 924
61b Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 684 250 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et de 681 000 \$ du crédit 62 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>	38 052 751	13 365 250	1	51 418 002
62b Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 663 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	10 990 501	2 982 500	1	13 973 002
65b Application de la loi – Dépenses en capital	292 555 155	.....	.....	292 555 155
70b Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	61 345 881	13 500 000	1	74 845 882
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	.....	.....	23 000 000
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	290 110 701	.....	.....	290 110 701
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 173 030	.....	.....	60 173 030
Total de l'organisme	2 427 916 943	19 633 750	3	2 447 550 696

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0388, transfert de la responsabilité du Centre canadien des armes à feu à la Gendarmerie royale du Canada, à compter du 27 mai 2006 (19 847 750 \$).

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
75a Dépenses du Programme.....	875 354	.....	.....	875 354
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 000	.....	.....	105 000
Total de l'organisme	980 354	.....	.....	980 354
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
80a Dépenses du Programme.....	5 986 200	.....	.....	5 986 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	688 000	.....	.....	688 000
Total de l'organisme	6 674 200	.....	.....	6 674 200
Total du portefeuille.....	6 490 574 669	(1 853 176)	15 573 866	6 504 295 359

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	10 122	.....	10 122
Fonds pour la lutte contre les activités des gangs de jeunes.....	663	2 832	3 495
Montant brut des crédits à adopter	10 785	2 832	13 617
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	7 182	.....	7 182
Total des crédits à adopter	3 603	2 832	6 435
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des versements à la GRC relativement aux services de police communautaire des Premières nations.....	9 825	(9 825)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de Sécurité publique et Protection civile travaillant dans des missions à l'étranger.....	(346)	.....	(346)
Transfert au Service canadien de renseignements de sécurité – Pour les coûts de fonctionnement supplémentaires.....	(350)	.....	(350)
Total des transferts	9 129	(9 825)	(696)
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 732	(6 993)	5 739

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 7 182 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins à la suite de délais dans la mise en œuvre de divers projets financés dans le cadre des initiatives liées à la sécurité publique.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Sécurité de la population et partenariats</i>		
Lutte contre les activités des gangs de jeunes.....	2 832 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 832 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	9 825 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(6 993 000)	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	5 718	.....	5 718
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrus de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (<i>poste horizontal</i>).....	756	1 870	2 626
Montant brut des crédits à adopter	6 474	1 870	8 344
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	87	.....	87
Total des crédits à adopter	6 387	1 870	8 257
Transferts			
Transfert de Transports – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	75
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence des services frontaliers du Canada travaillant dans des missions à l'étranger.....	(472)	.....	(472)
Total des transferts	(397)	.....	(397)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 990	1 870	7 860

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 87 001 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des ventes de biens immobiliers moins élevées que prévu.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Centre canadien des armes à feu

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien des armes à feu – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	<u>Crédit 20</u>	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement	(12 684)	(3 664)	(3 500)	(19 848)

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 35</u>
Coûts de fonctionnement supplémentaires	308
Transferts	
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les coûts de fonctionnement supplémentaires	350
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour des coûts supplémentaires de fonctionnement et en capital.....	(896)
Total des transferts	(546)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(238)

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds additionnels requis suite au sous-financement critique du budget de fonctionnement	23 000	.....	23 000
Fonds relatifs au transfert de la responsabilité à l'égard de l'administration des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique au gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>).....	1 108	20	1 128
Fonds pour les établissements correctionnels fédéraux au Nouveau-Brunswick qui logent des délinquants provinciaux.....	1 088	.....	1 088
Montant brut des crédits à adopter	25 196	20	25 216
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	20	20
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	25 196	.....	25 196
Total des fonds disponibles	25 196	20	25 216
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison d'une diminution des besoins en capital liée au report de divers projets de construction.....	25 196	(25 196)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 196	(25 196)	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés de 25 196 000 \$ sont disponibles du crédit 45 en raison d'une diminution des besoins liée au report de divers projets d'immobilisation aux établissements correctionnels, dont les établissements Archambault, de Cowansville et de Kent ainsi que le Pénitencier de la Saskatchewan.

Crédit 45 : Des fonds autorisés de 20 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report de divers projets d'immobilisation aux établissements correctionnels, dont les établissements Archambault, de Cowansville et de Kent ainsi que le Pénitencier de la Saskatchewan.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds relatifs au transfert de la responsabilité à l'égard de l'administration des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique au gouvernement fédéral (<i>poste horizontal</i>)	574

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 61	Crédit 62	Total
Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	18 274	.....	.....	18 274
Fonds destinés aux services de police communautaires des Premières nations.....	1 523	.....	.....	1 523
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation.....	214	.....	.....	214
Montant brut des crédits à adopter	20 011	.....	.....	20 011
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	20 011	.....	.....	20 011
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert du Centre canadien des armes à feu – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.....	.....	12 684	3 664	16 348
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la redistribution des diminutions provenant des restrictions budgétaires de 2006.....	.....	681	(681)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de la Gendarmerie royale du Canada travaillant dans des missions à l'étranger.....	(214)	.....	.....	(214)
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour transférer les autorisations de dépenser disponibles en raison de délais dans la réinstallation des quartiers généraux.....	(10 000)	.....	.....	(10 000)
Total des transferts	(10 214)	13 365	2 983	6 134
Présent budget supplémentaire des dépenses	(10 214)	13 365	2 983	.....
Crédits à adopter	Crédit 65	Crédit 70	Total	
Fonds pour l'indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	.....	10 000	10 000	
Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	134	.....	134	
Montant brut des crédits à adopter	134	10 000	10 134	
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	134	.....	134	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	10 000	10 000	
Total des fonds disponibles	134	10 000	10 134	
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour transférer les autorisations de dépenser disponibles en raison de délais dans la réinstallation des quartiers généraux.....	.....	10 000	10 000	
Transfert du Centre canadien des armes à feu – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.....	.....	3 500	3 500	
Total des transferts	.....	13 500	13 500	
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....	13 500	19 634	

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 60 : Des fonds autorisés de 20 011 130 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement liée aux délais dans la réinstallation des quartiers généraux.

Crédit 65 : Des fonds autorisés de 134 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en capital liée aux délais dans la réinstallation des quartiers généraux.

Crédit 70 : Des fonds autorisés de 10 000 000 \$ sont disponibles du crédit 65 en raison d'une diminution des besoins en capital liée aux délais dans la réinstallation des quartiers généraux.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions</i>		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-11)	10 000 000	.....
Montant total des subventions	10,000,000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif).....	3 250 000	.....
<i>Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif).....	250 000	.....
Montant total des contributions	3 500 000	.....
Total des paiements de transfert	13 500 000	.....

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 731 688 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	286 550 646	(469 312)	1	286 081 335
5a Dépenses en capital.....	79 124 500	.....	.....	79 124 500
10b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	300 195 161	(3 021 688)	1	297 173 474
15b Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.– Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	32 288 000	290 000	1	32 578 001
20b Paiements à Marine Atlantique S.C.C.– Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	80 980 000	4 000 000	1	84 980 001
25 Paiements à VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	.....	.....	169 001 000
30a Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	446 966 000	.....	.....	446 966 000
33a Versements à La Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes.....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	66 781 000	.....	.....	66 781 000
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	23 900 000	.....	.....	23 900 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	53 927 814	.....	.....	53 927 814
Total des dépenses budgétaires.....	1 543 287 043	799 000	4	1 544 086 047

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0070, la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société immobilière du Canada limitée a été transférée du Bureau de l'infrastructure du Canada au ministère des Transports (2 492 001 \$).

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L32b Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> .....	.....	2 492 000	1	2 492 001
L34b Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 \$ du crédit L75 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> .....	.....	1	1	2
Total des dépenses non budgétaires.....	.....	2 492 001	2	2 492 003
Total du Ministère.....	1 543 287 043	3 291 001	6	1 546 578 050
Société canadienne des postes				
35 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	147 210 000	.....	.....	147 210 000
Total de l'organisme	147 210 000	.....	.....	147 210 000
Office des transports du Canada				
40a Dépenses du Programme.....	24 221 550	.....	.....	24 221 550
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 644 000	.....	.....	3 644 000
Total de l'organisme	27 865 550	.....	.....	27 865 550
Commission de la capitale nationale				
45a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	75 777 427	.....	.....	75 777 427
50a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	17 935 000	.....	.....	17 935 000
Total de l'organisme	93 712 427	.....	.....	93 712 427
Bureau de l'infrastructure du Canada				
55a Dépenses de fonctionnement	39 593 866	.....	.....	39 593 866
60b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 708 710 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	2 065 384 689	708 710	1	2 066 093 400
65b Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	18 800 000	(18 800 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 552 000	.....	.....	1 552 000
(L) Fonds pour le transport en commun.....	19 112 014	.....	.....	19 112 014
Total des dépenses budgétaires.....	2 144 442 569	(18 091 290)	1	2 126 351 280
L70b Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.	2 492 000	(2 492 000)	.....	.....
L75b Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.	1	(1)	.....	.....
Total des dépenses non budgétaires.....	2 492 001	(2 492 001)	.....	.....
Total de l'organisme	2 146 934 570	(20 583 291)	1	2 126 351 280

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
84b Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> .....	.....	17 100 000	1	17 100 001
Total de l'organisme .....	.....	17 100 000	1	17 100 001
Tribunal d'appel des transports du Canada				
80a Dépenses du Programme.....	1 431 650	.....	.....	1 431 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 000	.....	.....	129 000
Total de l'organisme	1 560 650	.....	.....	1 560 650
Total du portefeuille.....	3 960 570 240	(192 290)	8	3 960 377 958

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Crédit 20	Total
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique (<i>poste horizontal</i>).....	3 594	9 006	.....	.....	12 600
Fonds pour les coûts liés à la commercialisation des Services de navigation aérienne	3 750	.....	.....	.....	3 750
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	559	.....	.....	.....	559
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	290	.....	290
Montant brut des crédits à adopter	7 903	9 006	290	.....	17 199
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 171	9 006	.....	.....	13 177
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	3 732	.....	290	.....	4 022
Total des fonds disponibles	7 903	9 006	290	.....	17 199
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....
Transferts					
Transfert de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour fournir un soutien financier afin de maintenir le service de traversier Saint John-Digby .....	.....	1 000	.....	.....	1 000
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison du report des paiements de contributions pour le Programme de contribution pour la sûreté maritime.....	3 732	(4 022)	290	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour fournir une aide supplémentaire à Marine Atlantique S.C.C. pour pallier l'augmentation des besoins de fonctionnement	(4 000)	.....	.....	4 000	.....
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada (126 \$) et l'Agence des services frontaliers du Canada (75 \$) – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	(201)	.....	.....	.....	(201)
Total des transferts	(469)	(3 022)	290	4 000	799
Présent budget supplémentaire des dépenses	(469)	(3 022)	290	4 000	.....
Transferts			Crédit L32	Crédit L34	Total
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le transfert des responsabilités ministérielles à l'égard de Parc Downsview Park Inc. comme suite à la restructuration du gouvernement.....			2 492	.....	2 492
Présent budget supplémentaire des dépenses			2 492	.....	3 291

TRANSPORTS

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 7 902 688 \$ sont disponibles : 4 171 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement liés au report des initiatives ayant trait à la coordination de la sûreté maritime (2 674 000 \$) et à la sûreté pour le rail voyageurs, le transport en commun et les traversiers intérieurs (1 497 000 \$); et 3 731 688 \$ du crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le Programme de contributions pour la sûreté maritime.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 9 006 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le Programme de contribution pour la sûreté maritime.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 290 000 \$ sont disponibles du le crédit 10 en raison d'une diminution des besoins liée au report des paiements de contributions pour le Programme de contribution pour la sûreté maritime.

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché</i>		
Contribution à l'appui de l'initiative de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique pour des investissements dans l'infrastructure et des consortiums de recherche	9 006 000	.....
Contribution visant à fournir un soutien financier au service de traversier Saint John-Digby	1 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	10 006 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>9 006 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>4 021 688</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(3 021 688)	.....

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 60	Crédit 65	Crédit L70	Crédit L75	Total
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds.....	709	.....	.....	.....	709
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour des réparations apportées au site du Vieux-port de Montréal relativement à l'aspect santé et sécurité.....	.....	(1 700)	.....	.....	(1 700)
Transfert à Transport – Pour le transfert des responsabilités ministérielles à l'égard de Parc Downsview Park Inc. comme suite à la restructuration du gouvernement.....	.....	.....	(2 492)	.....	(2 492)
Transfert à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. – Pour reconnaître la Société du Vieux-Port de Montréal inc. comme une entité séparée sous le portefeuille de Transports.....	.....	(17 100)	.....	.....	(17 100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	709	(18 800)	(2 492)	.....	(20 583)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Infrastructure et collectivités</i>		
Programme Infrastructures Canada.....	708 710	.....

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Société du Vieux-Port de Montréal inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 84
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour reconnaître la Société du Vieux-Port de Montréal inc. comme une entité séparée sous le portefeuille de Transports.....	17 100

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 67 535 351 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 872 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	2 251 733 822	69 214 351	1	2 320 948 174
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	363 789 640	(65 835 351)	1	297 954 290
10b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>	45 302 000	100 000	1	45 402 001
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 628 000	.....	.....	80 628 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(8 000 000)	.....	.....	(8 000 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(481 000)	.....	.....	(481 000)
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du portefeuille.....	2 733 045 384	3 479 000	3	2 736 524 387

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés à la mise sur pied d'un service en ligne qui permettra aux utilisateurs autorisés du gouvernement de choisir et d'acheter des produits et des services par voie électronique, et d'assurer ainsi une prestation de services plus rapide et à moindre coût, grâce à une meilleure gestion de l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement.....	27 049	.....	.....	27 049
Fonds pour couvrir les coûts prévus des locaux supplémentaires des ministères et organismes gouvernementaux	24 162	.....	.....	24 162
Fonds affectés aux frais croissants d'exploitation des immeubles, y compris les marchés de gestion et d'entretien, les services publics, les paiements tenant lieu d'impôt foncier pour les installations de la Couronne, les rajustements de prix des installations louées et les paiements d'impôt foncier pour les installations louées avec option d'achat.....	17 918	.....	.....	17 918
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah	5 474	.....	.....	5 474
Fonds pour tester la méthodologie et le plan de mise en œuvre utilisés pour le transfert à une organisation de services de technologie de l'information (TI) partagés au sein de Travaux publics et Services gouvernementaux des services de technologie de l'information offerts par cinq ministères et organismes (Anciens combattants, Santé, Agence Parcs Canada, Conseil privé et École de la fonction publique du Canada).....	5 207	.....	.....	5 207
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	2 839	.....	.....	2 839
Fonds pour faire face aux dépenses croissantes liées aux installations, dont le coût des locaux (coûts d'aménagement et de location) pour le Sénat, la Chambre des communes, le Bureau du commissaire à l'éthique et le Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	752	.....	.....	752
Montant brut des crédits à adopter	83 401	.....	.....	83 401
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	15 866	.....	.....	15 866
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	67 535	.....	.....	67 535
Total des fonds disponibles	83 401	.....	.....	83 401
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Pour les locaux en raison du transfert des Services de recouvrement national et de Conseils juridiques et litiges-recouvrements à l'Agence du revenu du Canada	1 872	.....	.....	1 872
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour des réparations apportées au site du Vieux-Port de Montréal relativement à l'aspect santé et sécurité.....	.....	1 700	.....	1 700
Réaffectation des ressources à l'interne – En raison de la diminution des besoins en capital liée au report de fonds aux années à venir ..	67 535	(67 535)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une augmentation de la contribution accordée à l'Argentia Management Authority pour le projet du port d'Argentia	(100)	.....	100	.....
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour le coût des locaux relatif au transfert du Programme de stage pour les jeunes de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada à Ressources humaines et Développement des compétences.....	(35)	.....	.....	(35)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour le coût des locaux pour le Secrétariat fédéral des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver	(58)	.....	.....	(58)
Total des transferts	69 214	(65 835)	100	3 479
Présent budget supplémentaire des dépenses	69 214	(65 835)	100	3 479

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 83 401 351 \$ sont disponibles : 15 866 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liée au report de l'initiative ayant trait à l'édifice de l'Ouest du Parlement (13 128 000 \$) et à l'initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri (2 738 000 \$); et 67 535 351 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins liée au report des initiatives ayant trait au complexe Skyline (28 657 000 \$), au Musée du portrait du Canada (15 000 000 \$), à l'immeuble Galleria à Regina (8 574 000 \$), à l'édifice de l'Ouest du Parlement (8 850 000 \$), à l'assainissement du site Argentia (5 600 000 \$) et à l'immeuble à bureaux à locataires multiples de Charlottetown (854 351 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Locaux et avoirs fédéraux</i>		
Contributions à l'Argentia Management Authority	100 000	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
	(en milliers de dollars)	

Nouveaux grands projets d'immobilisations

(À titre d'information seulement)

CAPITALE NATIONALE			
Ottawa – Centrale de chauffage et de refroidissement, Cliff – Améliorations à la chaudière d'appoint	7 888	3 150	
Ottawa – Centrale de chauffage et de refroidissement du pré Tunney – Pour l'aménagement du réseau de distribution d'électricité à haute tension et la boucle du compteur	4 384	120	
OUEST			
Regina – Bureau de l'impôt – Travaux de réfection de mi-vie.....	8 208	4 100	
Winnipeg – Quartier général de la Gendarmerie royale du Canada – Projets pour conserver l'édifice en bon état (par exemple, améliorations apportées aux ascenseurs et à l'atrium, nouvelle surface pour l'aire réservée aux véhicules et remplacement de la toiture)	3 100	1 000	
PACIFIQUE			
Kamloops – Renovations aux édifices fédéraux	5 176	4 526	